



Date de dépôt : 27 mai 2025

Rapport

de la commission fiscale chargée d'étudier le projet de loi de Stéphane Florey, Patrick Lussi, Eric Leyvraz, Christo Ivanov, Gilbert Catelain, Marc Falquet, Sébastien Thomas, Virna Conti, André Pfeffer, Thomas Bläsi, Patrick Dimier modifiant la loi sur l'imposition des personnes physiques (LIPP) (D 3 08) (Déduction totale des frais de maladie et d'accident)

Rapport de majorité de Christo Ivanov (page 3)

Rapport de minorité de Julien Nicolet-dit-Félix (page 63)

Projet de loi

(13194-A)

modifiant la loi sur l'imposition des personnes physiques (LIPP) (D 3 08)

(Déduction totale des frais de maladie et d'accident)

Le GRAND CONSEIL de la République et canton de Genève
décrète ce qui suit :

Art. 1 Modification

La loi sur l'imposition des personnes physiques, du 27 septembre 2009, est
modifiée comme suit :

Art. 32, lettre b (nouvelle teneur)

Sont déduits du revenu :

- b) les frais provoqués par la maladie et les accidents du contribuable ou
d'une personne à sa charge, lorsque le contribuable supporte lui-même
ces frais et que ceux-ci excèdent 0,1% des revenus imposables diminués
des déductions prévues aux articles 29 à 36B de la présente loi (avant
déduction des frais eux-mêmes) ;

Art. 2 Entrée en vigueur

Le Conseil d'Etat fixe la date d'entrée en vigueur de la présente loi.

RAPPORT DE LA MAJORITÉ

Rapport de Christo Ivanov

La commission fiscale a été présidée par M. Alexandre de Senarclens, M. Stephan Balaban et M. Sébastien Desfayes lors des séances des 6 décembre 2022, 12 septembre 2023, 13 février 2024 ainsi que 25 mars et 14 avril 2025.

Ont assisté à la séance : M. Stefano Gorgone, secrétaire scientifique, SGGC, M^{me} Joëlle Andenmatten, secrétaire générale adjointe, DF, et M. Christophe Bopp, secrétaire général adjoint, DF.

Les procès-verbaux ont été tenus avec précision par M^{me} Diane Marchal, M^{me} Caroline Dang et M^{me} Mélanie Carpin.

Qu'ils soient remerciés de leur contribution aux travaux de la commission fiscale.

Séance du 6 décembre 2025

Présentation du PL 13194 par M. Stéphane Florey, auteur

M. Florey remercie la commission et indique que ce projet de loi demande de supprimer la franchise des impôts qui concernent les frais médicaux non pris en charge par les assurances-maladie aujourd'hui. Il explique que, si une personne gagne 100 000 francs par année, quoiqu'il arrive, elle aura 500 francs à sa charge qu'elle ne pourra pas déduire.

Il donne ensuite les deux raisons de cette volonté de suppression de la franchise. Premièrement, il indique que, comme chaque rentrée, il y a l'augmentation des primes d'assurance-maladie. Donc, en janvier de l'année prochaine, il y aura une nouvelle hausse. Deuxièmement, il relève que chaque année de plus en plus de médicaments ne sont plus pris en charge par l'assurance de base, basculant sur l'assurance complémentaire. M. Florey note que la facture des familles vient s'alourdir, car, les frais n'étant plus remboursés par l'assurance, ils se retrouvent à la charge du contribuable.

Il indique que le PL veut aussi rendre un petit peu de pouvoir d'achat aux contribuables genevois qui sont déjà assez écrasés sous le poids de la fiscalité cantonale.

Un commissaire (PLR) se dit plutôt favorable à sa proposition. Il relève que la franchise qui existe aujourd'hui a déjà été diminuée à l'époque à Genève à 0,05%, car au niveau fédéral pour la LIFD elle est de 5%.

Il précise que la charge principale qui n'est presque jamais couverte concerne les frais de dentiste.

Il soulève cependant un problème, à savoir que ce projet de loi va se heurter à l'art. 9 let. h LHID qui dit que « les déductions générales sont les frais provoqués par la maladie et les accidents du contribuable ou d'une personne à l'entretien de laquelle il subvient, lorsque le contribuable supporte lui-même ces frais et que ceux-ci excèdent une franchise déterminée par le droit cantonal ». Selon lui il ne serait ainsi pas possible de venir supprimer cette franchise.

Il se demande si le fait d'amender le texte pour que la franchise soit par exemple de 0,1% ou de 0,005% ne serait pas mieux que de venir la supprimer, ce qui serait contraire au droit fédéral.

M. Florey pense qu'à la lecture de la LHID ils se confrontent à un avis d'experts fiscaux. Selon lui, certains diront que ce n'est pas compatible et d'autres diront que ça l'est. Il précise ne pas être fiscaliste, mais que, d'après lui, il est possible de déterminer une franchise à 0 franc, et que c'est de cette manière qu'il conçoit cet art. 9 let. h LHID. Il propose cependant de demander un autre avis que celui du département.

Il rappelle le débat sur la transmission automatique des certificats de salaire où le Conseil d'Etat disait que c'était compatible, où la commission disait que c'était incompatible, et où le tribunal a tranché en disant que c'était incompatible.

Il reprend ensuite la question d'un possible amendement. Il indique que, s'il doit être déterminé qu'il faut une franchise afin d'être compatible avec la LHID, le 0,01% irait très bien, ou alors le fait de mettre 1 franc symbolique, à savoir qu'il ne faudrait payer que le premier franc et ensuite que le tout soit déduit. Il précise que ce serait le rôle de la commission de trouver un meilleur moyen d'amender ce projet de loi.

Un commissaire (Ve) se demande pourquoi cette franchise est introduite par la LHID.

M. Florey ne sait pas d'où provient cette franchise, mais selon lui, de base, cela a été fait plus pour s'assurer une rentrée d'argent que pour responsabiliser le contribuable de sorte que celui-ci fasse attention à sa consommation. D'après lui, les franchises ne sont plus justifiées aujourd'hui et ce système devrait être aboli même au niveau fédéral.

Un commissaire (Ve) aimerait savoir s'il a fait des estimations du montant.

M. Florey répond que ce n'est que l'administration qui peut donner un chiffre absolu, mais que selon lui cela ne doit pas représenter plus de 2 millions

de francs. Il ajoute que, pour les contribuables, 500 francs restent 500 francs, et que nombre d'entre eux font beaucoup de choses avec cette somme.

Un commissaire (S) relève qu'il indique que des familles sont à 500 francs près sur leur salaire, mais le député précise que celles-ci ne sont pas soumises à l'impôt.

M. Florey lui répond qu'il serait étonné de savoir que des familles avec des enfants paient beaucoup d'impôts malgré tout. Il se cite à titre d'exemple, en précisant que, en étant conducteur TPG au plus haut de la déduction possible avec 5 enfants, il n'a jamais réussi à avoir une facture de 0, et qu'elle a toujours été au-dessus de 1000 francs par année.

Séance du 12 septembre 2023

Audition de M^{me} Nathalie Fontanet, conseillère d'Etat chargée du DF, de M. Christophe Bopp, secrétaire général adjoint au DF, et de M. David Miceli, économètre à l'AFC, DF

M^{me} Fontanet explique que M. Bopp fera un petit rappel du projet de loi, compte tenu du fait que la discussion porte sur un autre sujet depuis 1h20. Elle annonce qu'elle fera également part de l'opinion qui est la sienne pour le moment, sachant qu'elle n'a pas encore interpellé le Conseil d'Etat sur ce point. M. Bopp fera également un point sur l'origine de cette franchise dans sa présentation. Puis, M. Miceli présentera des chiffres pour répondre à des questions qui avaient été posées.

M. Bopp énonce que le PL 13194 concerne la déduction des frais provoqués par la maladie et les accidents du contribuable ou d'une personne à sa charge. Actuellement, il est possible de déduire des frais provoqués par la maladie, mais une franchise de 0,5% s'applique. Par exemple, pour un revenu de 100 000 francs, 500 francs sont à la charge du contribuable ; ensuite, il est possible de déduire ces frais de maladie. Ainsi, le PL vise à supprimer la franchise. Ce qui signifie que les frais de maladie seraient déductibles dès le 1^{er} franc.

M^{me} Fontanet dit qu'il est sage de signaler un élément de loi important, le fait que ce projet de loi est contraire à la LHID (qui prévoit une franchise). Donc, s'il fallait adopter ce PL, il faudrait aller contre la LHID. Même si, M. Bopp le développera, Genève est un canton sans franchise. Ces questions de déduction de frais de maladie ou d'accident sont un vrai sujet. La thématique est d'autant plus importante avec le vieillissement de la population, car certains frais ne sont pas pris en charge. Ces derniers restent à la charge des personnes, en particulier celles qui doivent prendre une franchise élevée dans le cadre de leur assurance-maladie, qui ne sont, a priori, pas des personnes

fortunées. Elle partage son incompréhension qui porte sur la franchise imposée par le droit fédéral.

M. Bopp rappelle que, lors de la séance du 6 décembre 2022, la commission fiscale a posé diverses questions et demandé l'audition du département des finances et des ressources humaines (DF).

La présentation actuelle contient les détails sur la déduction prévue dans la LHID, les frais provoqués par la maladie et les accidents du contribuable et la situation dans le canton de Genève.

La déduction prévue dans le droit fiscal harmonisé (art. 9, al. 2, lettre h, LHID) a la teneur suivante, qu'il cite : « *Les déductions générales sont : h. les frais provoqués par la maladie et les accidents du contribuable ou d'une personne à l'entretien de laquelle il subvient, lorsque le contribuable supporte lui-même ces frais et que ceux-ci excèdent une franchise déterminée par le droit cantonal ;* ». Il souligne que le terme de franchise est présent dans le droit fédéral.

Il explique que l'impôt fédéral direct (art. 33, al. 1, lettre h, LIFD) a une teneur similaire. Mais qu'ici la franchise est fixée et s'élève à 5%. Il fait remarquer que la franchise déterminée par le droit cantonal est fixée par chaque canton.

Ces deux dispositions ont pour origine le message du Conseil fédéral concernant les lois fédérales sur l'harmonisation des impôts directs des cantons et des communes ainsi que sur l'impôt fédéral du 25 mai 1983 (FF 1983, volume III, p. 1 et suivantes). Le message indique ce qui suit à propos de la LHID (FF 1983, volume III, p. 101) : « *D'après la lettre h, la déductibilité des frais engendrés par la maladie, les accidents ou l'invalidité du contribuable et non couverts par l'assurance doit être admise dans la mesure où ils excèdent une franchise déterminée. Cette solution nouvelle correspond à une évolution que l'on peut constater de façon générale dans le droit fiscal suisse.* »

Le message susmentionné indique ce qui suit à propos de la LIFD (FF 1983, volume III, p. 182-183) : « *Est nouvelle, en matière d'impôt fédéral direct, la déduction selon la lettre h, des frais provoqués par la maladie, les accidents et l'invalidité. On reconnaît ainsi le caractère de frais déductibles aux frais non couverts par l'assurance et dus à la maladie, aux accidents et à l'invalidité du contribuable ou d'une personne à l'entretien de laquelle il subvient. Il est sans importance, selon la loi, qu'on soit en présence de cas d'invalidité ou nécessitant des soins continus ; autrement dit, peu importe qu'il s'agisse de frais de maladie répétitifs ou d'une dépense unique. Il est cependant nécessaire que le contribuable supporte lui-même ces frais. Par ailleurs, il doit se laisser imputer une franchise.* »

M. Bopp indique qu'à la demande de la commission, des recherches ont été menées pour connaître l'origine de cette franchise. Il indique que le DF n'a pas trouvé plus d'explications, notamment dans la doctrine et la jurisprudence sur la raison d'être de cette franchise dans la loi fédérale. Peut-être que cela vient du fait que les cantons ont repris la franchise de 5% de la LIFD. Toutefois, il distingue 3 cantons, à savoir Glaris, Saint-Gall et le Valais, qui fixent la franchise à 2%. Quant au canton de Bâle-Campagne, il fixe la franchise à 0%.

Il explique que la situation de Genève a évolué, puisque pour la période fiscale de 2001 (date de la mise en œuvre de la LHID et la LIFD), le 22 septembre 2000, le Grand Conseil a adopté la loi sur l'imposition des personnes physiques : Détermination du revenu net – Calcul de l'impôt et rabais d'impôt – Compensation des effets de la progression à froid (LIPP-V – rsGE D 3 16). Cette loi limite, à son article 4, alinéa 2, la déduction des frais médicaux à 2250 francs par personne contribuable et par charge de famille. Ce montant était porté à 4500 francs par personne contribuable âgée de plus de 65 ans.

Il explique donc que, lors de la mise en œuvre, ce n'est pas une franchise mais un plafond qui a été intégré. Des contribuables insatisfaits ont porté le cas devant le TF afin de savoir si l'application était conforme. Le 6 novembre 2001, le Tribunal fédéral, statuant sur un recours de droit public formé par un particulier, a annulé cette disposition. Il a considéré qu'elle était contraire à l'article 9, alinéa 2, lettre h, LHID qui ne prévoyait pas de « plafond » pour la déduction des frais médicaux mais un « plancher », soit une franchise.

Au vu de la décision du TF, le Conseil d'Etat a adopté un règlement transitoire afin de combler une lacune et a fixé la franchise à 1%. Ensuite, un projet de loi a été adopté, fixant la franchise à 5%. Celui-ci a été renvoyé au Grand Conseil. Il attire l'attention sur les intenses débats ayant eu lieu le 25 janvier 2002. En effet, une franchise à 0%, 0,1%, 1%, 3% et 5% a été évoquée ainsi qu'une éventuelle violation du droit fédéral avec le dépôt d'un nouveau recours au Tribunal fédéral. Finalement, le Grand Conseil a fixé la franchise à 1% (cf. séance du 25 janvier 2002 à 14h00). Le 2 juin 2002, la franchise de 1% a été acceptée en votation populaire (ROLG 2002, p. 426).

Pour la période fiscale de 2002 à 2009, il n'y a pas eu de changement. Mais pour celle de 2010, dans le la cadre du regroupement des cinq LIPP en une seule LIPP, les députés ont déposé le PL 10199 qui modifie la franchise de 1% en la ramenant à 0,5%. Le 12 juin 2009, le Grand Conseil a adopté la loi 10199, s'agissant d'une révision générale de la LIPP. Les débats n'ont pas porté spécialement sur la franchise de 0,5%. Le 27 septembre 2009, la nouvelle LIPP a été acceptée en votation populaire (ROLG 2009, p. 661).

M. Bopp conclut sur le fait que la volonté était de se rapprocher de 0, sans pour autant risquer un jugement contraire du TF. L'impact financier est estimé à environ -15 millions, mais pour plus de détail il propose à M. Miceli de s'exprimer.

M. Miceli présente les résultats de la simulation. Cette dernière a été réalisée sur la base des données fiscales de l'année 2021. Lorsque ce genre de simulation est réalisé, les éléments réels de chacun des contribuables sont considérés, puis sont opposés à la façon de faire actuelle avec la nouvelle façon de faire, proposée dans le PL 13194. Il s'agit d'une simulation toutes choses restant égales par ailleurs. Il explique que cette simulation a aussi été réalisée pour les quelques années précédentes, car souvent les frais médicaux ne sont pas les mêmes d'une année à l'autre. Les constats restent stables dans le temps.

Il explique qu'à la page 1 (impact fiscal du PL 13194) se trouve un résumé des impacts. Avec une décomposition par typologie. La première concerne la simulation en fonction de la composition familiale, la deuxième en fonction de la source de revenus et la troisième en fonction des barèmes appliqués. Dans les pages qui suivent la p. 4, les intitulés restent les mêmes. Les contribuables effectifs correspondent au nombre de contribuables par catégorie. Dans la partie de droite sont répertoriés les contribuables touchés par le PL. Après un premier survol rapide, on constate que la moitié n'est pas concernée, soit parce qu'ils n'ont pas de frais médicaux, soit parce que leurs impôts sont nuls.

Il donne quelques informations sur la p. 2, où il y a les mêmes informations, mais pour tous les contribuables (par tranche de revenu brut). On remarque que les impacts ne sont pas gigantesques, mais qu'il s'agit tout de même d'un soulagement pour les concernés. En moyenne, cela correspond à une baisse d'impôt d'environ 91 francs. Mais on peut y voir les montants et les pour cent exacts.

Il indique que la p. 3 informe sur les contribuables qui ne paient pas d'impôts. Sans la loi, cela représente 35% de l'ensemble des contribuables. Avec la loi, l'augmentation est très légère et s'élève à 35,2%.

Un commissaire (UDC) indique que son groupe a déposé une initiative à Berne dans l'optique de remédier à ce changement également au niveau droit supérieur. Elle permettrait de rendre conformes le droit supérieur et le droit cantonal. La situation est de plus en plus difficile aujourd'hui avec l'inflation, le prix des primes d'assurance ou encore des soins non couverts par les assurances de base. Ainsi, avec la loi actuelle, des contribuables ayant un revenu imposable s'élevant à 50 000 francs ne pourraient rien déduire jusqu'à concurrence de 2500 francs. Il estime que ce n'est pas soutenable et que cela

doit évoluer. Il pense que, dans l'intervalle où la loi fédérale serait changée, Genève pourrait fixer un taux de 0%, comme la situation existe à Bâle.

M. Bopp indique qu'à Bâle il n'y a pas eu de recours à ce sujet, mais que c'est le risque.

Un commissaire (UDC) estime que rares sont les gens qui recourent lorsqu'ils ne doivent rien payer.

Un commissaire (Ve) s'interroge sur les chiffres des tableaux. Il aimerait des explications sur la courbe de progressivité des gains. Il aimerait savoir si cela correspond à la courbe des revenus ou à l'augmentation des frais médicaux.

M. Miceli dit que les deux facteurs peuvent jouer. Un même montant déductible pour un revenu élevé ou un revenu bas aura plus d'impact pour le revenu élevé. Par ailleurs, les frais médicaux peuvent évoluer, mais ce n'est pas un facteur qu'il a spécialement analysé. Il explique aussi que des frais extrêmes peuvent survenir en cas de soin à l'étranger pour un parent qui n'est pas pris en charge par l'assurance, par exemple, et qui est alors entièrement à la charge du contribuable.

Un commissaire (Ve) fait remarquer que les frais d'assurance-maladie sont entièrement déductibles, alors que les frais médicaux ne le sont pas. Il y a donc intérêt à ne pas prendre de franchise sur ses assurances pour pouvoir les déduire.

M. Bopp dit qu'il y a tout de même un plafond. Cette déduction ne doit pas dépasser le double de la prime moyenne dans un canton.

Un commissaire (Centre) revient sur le cas de Bâle-Campagne et son taux de 0%. Selon sa compréhension, il n'y a jamais eu de contestation, mais il veut savoir si l'administration fiscale l'applique effectivement.

M. Bopp confirme que ce taux est appliqué par l'administration fiscale.

Un commissaire (Centre) dit que ce montant de franchise n'est pas clair pour lui, il estime que s'il est obligatoire, il pourrait être fixé à un taux minime.

M. Bopp revient sur les débats parlementaires, lesquels avaient évoqué des montants à 0,1%. Mais l'essentiel était alors de respecter le principe de la franchise imposée par le droit fédéral, afin que le TF ne puisse pas venir casser la loi cantonale.

Un commissaire (Centre) demande si l'exemple bâlois ne pourrait pas être suivi.

M. Bopp dit qu'ils suivront ce qui est décidé. Mais, comme le dit M^{me} Fontanet, l'incompréhension vis-à-vis d'une disposition ne signifie pas qu'il ne faut pas la respecter.

Un commissaire (Ve) s'interroge sur le périmètre d'application de ces frais qui sont déductibles. Il se demande si le choix du praticien ainsi que la nature des soins sont libres ou s'il existe des jurisprudences en la matière.

M. Bopp explique qu'il y a des paramètres. Il y a un seuil de matérialité.

M. Miceli complète le propos de M. Bopp. Lorsque des frais médicaux sont jugés disproportionnés, le contribuable fait l'objet d'une demande de renseignements de la part de l'administration. Il devra fournir des justificatifs. C'est à ce moment-là qu'est défini si le cadre des frais médicaux admis est respecté ou non.

Un commissaire (S) revient sur l'argument du préopinant UDC sur la classe moyenne. Il demande où se trouve le plafond pour les personnes fortunées.

M. Bopp indique qu'il s'agit du droit fédéral et qu'il n'est pas possible de fixer un plafond (comme le précisait l'arrêt du Tribunal fédéral de 2001).

Le président demande s'il reste des questions. Il propose de garder le vote pour la prochaine séance au vu de l'heure.

Séance du 13 février 2024

Un commissaire (UDC) propose un amendement pour ne pas supprimer complètement les 0,5%, mais les passer à 0,1%, ce qui permettrait de déduire plus de frais médicaux, ce qui serait bienvenu dans le contexte de conjoncture actuelle. Il estime important d'être conforme au droit supérieur qui nécessite un certain pourcentage. Il souhaite donc amender l'art. 32, lettre b, LIPP et faire passer le taux à 0,1% au lieu de 0,5%.

Un commissaire (PLR) remarque qu'une étude sur le PL 13402 vient d'être faite, à savoir sur un projet de baisse fiscale qui réunit la volonté de ceux qui ont proposé d'autres baisses. Il propose de suspendre le travail fait sur le PL 13194 dans l'attente de voir ce qui se passera avec le PL 13402. En effet, il fait constater que l'entrée dans le barème se fait très tardivement en raison du nombre extrêmement élevé de déductions qui peuvent être faites.

Un commissaire (UDC) répond qu'il y a une distinction à faire entre des déductions qui sont accordées de manière forfaitaire et la réduction d'une charge qui est réellement encourue par les contribuables. Il lui semble normal de pouvoir dire aux contribuables qu'un travail est fait à ce niveau, d'autant plus que le contexte de l'augmentation des primes d'assurance-maladie est préoccupant. Il estime que le coût de ce projet de loi n'est pas élevé, mais qu'il correspond à quelque chose de normal, car ce sont les personnes physiques qui supportent ces coûts à ce jour. Si la baisse d'impôt était acceptée, cela ne signifierait pas que ce projet doit être supprimé.

Le président prend acte de l'amendement.

Séance du 25 mars 2025

Le président cède la parole à un commissaire (UDC).

Un commissaire (UDC) indique que ce projet de loi a pour objectif qu'il soit possible de déduire les frais médicaux, qui aujourd'hui sont déductibles, mais uniquement pour la part qui excède 5% du revenu imposable. L'objectif est de pouvoir déduire dès le premier franc, ce qui est apparemment contraire au droit supérieur, malgré le fait que certains cantons ont cette pratique. L'amendement déposé vise à fixer un seuil le plus bas possible, soit 0,1%, afin d'essayer de le réduire.

Il estime que ce genre de changement est d'autant plus bienvenu que les Chambres fédérales viennent de se prononcer en faveur de la hausse des franchises des assurances-maladie. Il y a de plus en plus de frais à la charge des contribuables en raison de ce rehaussement des franchises minimales. Il estime qu'il faut agir et il espère qu'au niveau fédéral, cette limitation de la déduction sera supprimée.

Le président demande quel canton applique cette pratique.

Un commissaire (UDC) répond qu'il lui semble qu'il s'agit du canton de Thurgovie.

Le président estime que le commissaire (UDC) évoque un chiffre résiduel. Il lui demande s'il ne craint pas que cela pose un problème légalement et que le Tribunal puisse considérer qu'il s'agit d'un procédé visant à masquer une déduction totale.

Un commissaire (UDC) répond qu'il ne sait pas quelle interprétation pourrait être donnée à un seuil très faible.

Un commissaire (Ve) indique qu'il se pose des questions politiques sur les effets de la mesure, étant donné que des collègues du même parti politique que son préopinant (UDC) ont déposé la motion visant à rehausser la franchise et donc à faire payer à part équivalente tous les citoyens, quel que soit leur niveau de revenu. Or, le commissaire UDC conteste cette mesure de hausse de la franchise, en proposant une contre-mesure qui ne profite qu'aux personnes ayant la capacité de déduire sur leur revenu, c'est-à-dire celles qui sont au-delà du barème imposable. De ce fait, les effets de la progressivité de l'impôt sont d'autant plus importants sur la facture fiscale. Il y a donc, sur le plan social, une contradiction entre les discours.

Un commissaire (UDC) ne pense pas qu'il y ait une contradiction. Il ajoute que ce n'est pas parce que des collègues suisses alémaniques déposent un

projet que l'UDC Genève est forcément d'accord. Il donne l'exemple de la treizième rente : le parti cantonal avait décidé de soutenir cette treizième rente alors que le parti au niveau fédéral y était fermement opposé.

Il y a donc des sensibilités différentes entre la Suisse alémanique et la Suisse romande. Il pense que, indépendamment du fait qu'une personne ait un revenu élevé et puisse déduire avec un taux plus élevé, ce seuil de 0,1% représentera également une part plus importante du seuil à atteindre pour commencer à déduire. Ce taux bénéficie donc à tout le monde. On revient ainsi sur le débat de la baisse d'impôt : fondamentalement, on a baissé d'environ 5% les impôts des revenus les plus élevés, contre environ 6% pour la classe moyenne. En termes de proportion, cette mesure bénéficiera socialement à tous.

Un commissaire (Ve) demande si son préopinant (UDC) confirme que le tiers de la population, qui ne paie que la taxe personnelle, n'en tirera aucun bénéfice, quel que soit son état de santé.

Un commissaire (UDC) confirme. Les personnes qui ne paient pas d'impôt aujourd'hui n'auront pas le bénéfice d'une déduction fiscale.

Un commissaire (Ve) ajoute que, en revanche, ces personnes sont frappées par la hausse de la franchise si elles sont en mauvaise santé.

Un commissaire (UDC) acquiesce. En revanche, il estime qu'il ne faut pas rejeter une mesure qui vise à autoriser la déduction de frais encourus sous prétexte qu'un tiers de la population ne paie pas d'impôt et n'en bénéficiera pas.

Un commissaire (S) a deux questions qui font écho à la politique fédérale. Tout d'abord, concernant l'augmentation de la franchise évoquée par son préopinant (Ve), il rappelle qu'il s'agit d'une motion qui a été votée et demande si son préopinant (UDC) connaît la position de l'UDC Genève à ce sujet.

Un commissaire (UDC) répond qu'il ne la connaît pas.

Un commissaire (S) rappelle qu'il avait été mentionné, lors d'une audition du département ou d'une présentation de l'auteur du projet de loi, que l'UDC avait demandé à Berne une modification de la LHID précisément pour rendre ce type de mesure cantonale possible. Il demande quel a été le sort de cette demande, datant de septembre 2023.

M^{me} Fontanet intervient pour préciser que ces informations seront données à la commission lors de leur audition et elle ajoute que cela a été refusé.

Un commissaire (Ve) demande si, dans le cas où des frais médicaux peu importants sont comptabilisés d'une manière ou d'une autre, cela pourrait avoir une influence sur la consommation de soins médicaux.

Un commissaire (UDC) répond que c'est difficile à dire. Ce qui est certain, selon lui, c'est que cette mesure permet enfin aux gens de déduire plus rapidement certains frais qui restent à leur charge. Il pense notamment aux frais optiques, qui nécessitent une adaptation régulière, ainsi qu'aux soins dentaires, qui sont souvent à la charge des patients.

Etant donné le prix élevé de la médecine, il ne pense pas que cette mesure incitera les gens à consulter davantage, sous prétexte qu'ils pourront déduire leurs dépenses. Aller chez le médecin n'est pas un plaisir, et certains domaines ne sont de toute façon pas déductibles. Il ne pense donc pas qu'il y aura une recrudescence des coûts de la santé.

Audition de M^{me} Nathalie Fontanet, conseillère d'Etat chargée du DF, M. Christophe Bopp, secrétaire général adjoint au DF, M. David Miceli, économètre à l'AFC, DF, et M. Marc Eichenberger, juriste à l'AFC, DF

M^{me} Fontanet rappelle que le pourcentage de 0% n'est pas légal, et que le DF avait déjà été auditionné pour faire une présentation. Le département avait indiqué que la plupart des cantons ont repris la franchise de 5% de la LIFD, sauf les cantons de Glaris, Saint-Gall et du Valais qui, eux, ont fixé la franchise à 2%. Le canton de Bâle-Campagne a une franchise à 0%. S'agissant du résultat de l'initiative parlementaire, l'initiative parlementaire 21475 visait à modifier la LHID en supprimant la franchise imposée par la LHID, laquelle est déterminée par le droit cantonal. Le 21 septembre 2023, le Conseil national a refusé de donner suite à cette initiative par 100 voix contre (groupe Socialiste, groupe Vert'libéral, groupe du Centre, groupe des Verts) contre 73 voix pour (groupe UDC et une partie du groupe PLR ainsi qu'une voix du Centre), le reste s'étant abstenu.

Les opposants à cette initiative ont allégué qu'elle ne contribuait pas à faire baisser les coûts de la santé, ce qui est le souci majeur des Chambres, l'initiative ne faisait que soulager les familles les plus riches du pays. M^{me} Fontanet rappelle que, le 28 janvier, la commission a transmis au département l'amendement qui abaisse la franchise à 0,1% au lieu de 0%. L'impact financier de cet amendement représente une baisse de 12,3 millions sur les recettes du canton, et le projet de loi sans amendement, mis à jour début janvier, entraîne une baisse d'environ 15,8 millions. Le Conseil d'Etat ne s'est, en tant que tel, pas encore déterminé sur ce projet de loi.

Elle rappelle qu'il faut assimiler de nombreuses baisses d'impôt – il y a la LEFI, la baisse d'impôt sur les personnes physiques qui est intervenue depuis 2025 – et que, à ce stade, le Conseil d'Etat souhaite voir quels seront les effets de ces baisses d'impôt à long terme sur les finances publiques et stabiliser la situation. Un autre élément qui est important pour le Conseil d'Etat et pour la commission est que, avec cet amendement, il y a extrêmement peu de personnes supplémentaires, 0,1%, qui ne paieraient plus d'impôt sur la base des données de l'année fiscale 2023. Aujourd'hui, le Conseil d'Etat souhaite avoir une vue plus importante sur ce qui va se passer en termes de ressources fiscales avant de commencer à faire une nouvelle déduction.

M. Miceli indique que les commissaires ont reçu deux documents (Synthèse de l'impact de la simulation PL 13194 et Synthèse de l'impact de la simulation Demande d'amendement au PL 13194). Le premier consiste à faire une mise à jour du PL 13194 tel qu'il avait déjà été présenté précédemment. Il indique que les deux documents se présentent avec le même type d'informations. Sur la première page, il y a un résumé des impacts par composition familiale, par source de revenus et par type de barème. Les chiffres ont déjà été présentés de manière globale. Concernant le projet de loi mis à jour avec les données de l'année fiscale 2023, l'impact serait d'environ -15,8 millions de francs. Environ la moitié des contribuables serait touchée par la modification de la loi, soit 50,2% des contribuables. L'impact moyen par contribuable serait une baisse de 93 francs.

Il précise que ces résultats ne sont pas très différents de ceux qui avaient été présentés précédemment. A la page 2, se trouve l'impact de ce projet de loi par tranche de revenu brut, la part de contribuables qui seraient impactés par le projet de loi et, sur les colonnes qui suivent, l'impact à la baisse de 93 francs en moyenne. Ensuite l'impôt initial des contribuables concernés et, pour finir, la variation moyenne de l'impôt, en pour cent, soit -0,6%. Cette variation est plus grande sur les petites tranches de revenus que pour les tranches de revenus plus élevés et c'est le contraire pour l'impact moyen. En page 3 se trouvent des indications sur les contribuables qui ne paient pas d'impôt sur le revenu. Dans la première colonne se trouve le nombre total de contribuables pour l'année fiscale 2023, soit 340 254 contribuables. Dans les deux colonnes qui suivent, il y a des indications sur les contribuables qui, dans la situation actuelle, ne paient pas d'impôt par tranche de revenu brut. Il y en a au total 123 489, soit 36,3%. Avec le PL 13194, la franchise à 0%, le nombre de contribuables qui ne paieraient pas d'impôt atteindrait 123 901, ce qui équivaut à 36,4%.

Il indique que sur toutes les pages qui suivent se trouve le détail de ce qui est présenté sur la première page de résumé, par composition familiale, par source de revenus et par type de barème. Le deuxième document, Synthèse de

l'impact de la simulation Demande d'amendement au PL 13194, est la variante avec les frais médicaux qui sont déductibles pour la part qui excède 0,1% des revenus imposables. L'impact de ce projet de loi amendé serait d'environ -12,3 millions de francs avec un impact moyen à la baisse par contribuable concerné de 73 francs et une baisse moyenne de -0,6%. La proportion de contribuables qui serait impactée dans ce cas serait un peu inférieure par rapport au projet de loi initial. Un peu plus de 50% sont impactés par le projet de loi sans amendement, avec l'amendement, cette part passe à 49,6%.

Un commissaire (Ve) demande s'il y a bien environ 50% des contribuables qui verraient leur situation s'améliorer. Il demande si cette part correspond aux contribuables qui déduisent déjà des frais médicaux en l'état. Mécaniquement, ces personnes-là pourraient déduire plus et donc leur facture fiscale baisserait. A l'inverse, il demande si 50% des contribuables en l'état ne déclarent aucuns frais médicaux.

M. Miceli indique qu'il y a quelques nuances parmi les contribuables qui ne sont pas impactés. Il y a deux populations. Ceux dont le revenu imposable est déjà inférieur au seuil d'imposition, donc qui ont un impôt nul. Parmi ceux-là, il y a de grandes chances qu'une partie ait des frais médicaux. L'autre partie de la population, ce sont les contribuables dont les revenus imposables sont très importants avec des frais médicaux relativement faibles. Actuellement, la part qui dépasse 0,5% ne leur permet pas de déduire de frais médicaux. Avec l'abaissement du seuil, certains pourraient entrer dans la catégorie de contribuables qui peuvent déduire une petite partie.

Un commissaire (Ve) se demande si l'administration fiscale est en mesure de s'assurer que ces gens déclarent quand même leurs frais médicaux, même s'ils sont conscients que cela ne leur rapporte aucune déduction. Il prend l'exemple de sa situation personnelle : il a la chance d'être en très bonne santé et, en général, il ne déclare pas ses frais médicaux. Il demande si, en adoptant ce projet, il n'y aurait pas un risque de se retrouver avec un nombre important de personnes dans cette situation, ce qui ferait que la facture finale pour l'Etat serait plus importante que celle calculée, car ces frais ne sont pas connus de l'administration fiscale.

M. Bopp pense qu'un élément de réponse peut être obtenu dans les décomptes que les caisses maladie font. Les caisses maladie fournissent un décompte où elles mentionnent les primes payées et aussi les frais médicaux à la charge du contribuable ; donc, il est assez simple de reporter le montant. Son sentiment est qu'il y aurait peu de contribuables qui changeraient de comportement et rempliraient complètement les cases alors qu'ils omettent aujourd'hui de déclarer leurs frais médicaux.

Un commissaire (MCG) demande si la part des contribuables qui ne déclarent pas de frais médicaux, car ils sont par exemple pris en charge par des prestations complémentaires, est connue.

M. Miceli indique que ce n'est pas une information qui a été pertinente pour faire la simulation, car les simulations ne peuvent se faire qu'avec des données disponibles. Si, le cas échéant, les frais médicaux ou une partie d'entre eux sont pris en charge, par exemple par la prestation complémentaire, et ne sont pas déclarés, la simulation ne peut pas en tenir compte. Cette population précisément, assez particulière, rentre dans tous les cas dans la catégorie des contribuables qui ne vont pas payer d'impôt.

Un commissaire (MCG) indique qu'au niveau cantonal, c'est vrai, mais qu'au niveau fédéral, même en bénéficiant de prestations complémentaires, certains contribuables sont imposés.

Un commissaire (Ve) a une demande technique : il sait qu'il y a quelques années, c'était assez difficile de faire une déclaration de frais médicaux, car il fallait, à chaque facture, indiquer combien le contribuable avait payé et combien la caisse avait remboursé. Maintenant, la caisse fait un résumé en fin d'année. Il se demande si la plupart des personnes ont maintenant cette possibilité à travers leur caisse maladie d'avoir un résumé annuel.

M. Miceli explique que, concernant l'échange entre les caisses maladie et les contribuables, il est clair qu'il y a cette facilité. Cependant, les informations concernant les frais médicaux et les primes d'assurance-maladie ne sont pas nécessairement des documents transmis à l'administration fiscale. L'administration fiscale se base sur les informations fournies par le contribuable lorsqu'il rend sa déclaration et, le cas échéant, si une demande de renseignement sur les frais médicaux est faite et qu'il y a matière à changer le montant, celui-ci est ajusté par le taxateur. L'administration fiscale n'a pas accès de manière systématique aux informations fournies par les caisses maladie.

Un commissaire (LJS) demande de combien de francs le pouvoir d'achat sera augmenté si le projet de loi avec ou sans l'amendement est appliqué. Il demande s'il s'agit bien de 73 francs.

M. Miceli répond que les 73 francs sont une moyenne. En moyenne, pour les contribuables qui bénéficieraient de cette possibilité supplémentaire, il s'agit bien de 73 francs avec l'amendement. En fonction des différentes compositions familiales et sources de revenus, ces montants sont variables.

Séance du 15 avril 2025

Le président indique que la commission va commencer par traiter le PL 13194. Il rappelle qu'un commissaire (UDC) avait présenté un amendement.

M. Bopp rappelle que la conseillère d'Etat a été entendue lors d'une précédente séance, le 25 mars 2025. Des explications avaient été données sur le projet de loi. Il indique que le département n'a rien à ajouter.

Le président demande s'il y a des questions au département des finances au sujet de ce projet de loi. Il n'en observe pas. Il demande s'il y a des prises de position.

Un commissaire (Ve) estime que l'audition de la semaine précédente était assez explicite quant aux effets de ce projet, qui sont relativement importants pour les finances publiques. Sa ventilation limite les déductions et bénéficie à ceux qui profitent déjà le plus des déductions. En définitive, l'effet n'est pas du tout social. Le présenter, comme cela a été fait, comme une sorte de contre-mesure à la hausse de la franchise proposée par le département fédéral, relève davantage de la plaisanterie que de l'argument.

Dans ce sens, sur le projet et sur l'amendement, si tant est que l'amendement soit conforme à la LHID, ce qui n'est pas encore assuré, les Verts ne vont pas entrer en matière. Selon eux, toute opération fiscale doit être neutre et ce projet de loi implique une perte de 1,06%. Il serait éventuellement possible d'envisager un moyen de compenser cette perte, mais il estime que ce n'est pas une solution qui plairait à la majorité de la commission. A moins que la commission souhaite faire un amendement commun allant dans ce sens, les Verts s'opposeront à ce projet, même amendé.

Un commissaire (MCG) indique que le MCG est pour la modération fiscale. Dans la situation, à savoir les prévisions de péréquation intercantonale, les excédents fiscaux, c'est une mesure qui peut être prise. Effectivement, cela profitera davantage aux hauts revenus, mais cette amélioration fiscale est acceptable. Un commissaire (MCG) indique que son groupe votera ce projet de loi.

Un commissaire (PLR) rappelle que le projet initial n'était pas compatible avec la LHID. A l'époque, le seuil avait déjà été baissé précisément dans le même objectif. Il indique qu'il ne comprend pas le lien avec la prime de l'assurance-maladie, il s'agit dans ce projet de loi des frais médicaux qui ne sont pas remboursés par l'assurance-maladie. Effectivement, cette franchise signifie que 0,5% du revenu est déduit des frais médicaux. En francs, celui qui a plus de frais pourra déduire davantage, mais surtout c'est en fonction du revenu. Une personne à bas revenu bénéficie d'un abattement de 0,5% sur un

faible revenu, ce qui, pour les mêmes frais médicaux, lui permet une déduction plus importante que pour une personne à haut revenu. En réalité, l'effet reste proportionnel, les bas revenus en profitent davantage. Le PLR considère que, pour ce principe, ils voteront ce projet de loi amendé.

Un commissaire (LJS) rappelle que la commission avait déjà voté une baisse de la charge fiscale pour les contribuables. Tous les partis souhaitant une diminution de la charge fiscale ont soutenu ce projet qui visait précisément cette réduction et qui a été adopté. Sur le principe, le nécessaire a déjà été fait pour diminuer cette charge fiscale. Pour les classes fiscales à bas ou moyen revenu, ils bénéficient déjà de l'assurance-maladie.

Ceux qui ont des revenus plus élevés peuvent déduire une partie des frais médicaux. Il estime que la situation est équitable et ne nécessite pas d'être modifiée. Il indique que le parti LJS ne soutiendra pas ce projet de loi.

Un commissaire (UDC) indique que l'UDC soutiendra ce projet de loi, y compris l'amendement. Il leur paraît tout à fait normal que les personnes supportant des frais d'assurance-maladie ne se voient pas simplement répondre qu'une baisse d'impôt générale suffit, et qu'elles doivent continuer à subir ces frais sans pouvoir les déduire. Ce n'est pas un message qui est souhaité être transmis à la population, surtout dans une période où le pouvoir d'achat est en baisse et où les primes d'assurance-maladie ne cessent d'augmenter. Il considère qu'il s'agit d'un moyen d'agir au niveau cantonal, et que c'est une mesure qui ne coûte pas si cher, il est question de 12 millions dans un budget de plusieurs milliards.

Il rappelle également que cette mesure ne fera pas significativement augmenter le nombre de personnes ne payant pas d'impôts, ce qui était une ligne de conduite importante. Il pense que c'est une mesure concrète, d'autant plus pertinente avec les différentes initiatives qui seront en discussion auprès de la population, comme celles sur les soins dentaires ou optiques. Ces personnes sont aujourd'hui pénalisées. Il semble donc normal de soutenir et d'abaisser ce seuil de déduction. En proportion, ce sont les personnes de la classe moyenne qui en seront les principales bénéficiaires. L'UDC soutiendra ce projet de loi ainsi que l'amendement, et invite à faire de même.

Un commissaire (S) indique que le Parti socialiste s'opposera au projet de loi. Il indique que le groupe est sensible aux arguments du département des finances, qui a rappelé la nécessité de respecter le droit supérieur. Cette disposition est contraire à la LHID, même avec l'amendement, qui constitue une tentative moins frontale d'y contrevenir. Il rappelle que la perte fiscale estimée est de 12 millions, ce qui n'est pas anodin, surtout que les personnes à faible revenu ne bénéficieront pas de cette marginale ressource financière

supplémentaire. Enfin, il souligne que les deux partis majoritaires à Berne, qui ne font rien pour diminuer les charges d'assurance-maladie, viennent ici proposer ce projet de loi, qui consiste à assécher encore un peu plus les ressources de l'Etat, sans même que toute la population en bénéficie. Il indique que le Parti socialiste refusera ce projet de loi.

Un commissaire (S) revient sur les propos du préopinant (UDC) qui affirme qu'il y a des milliards dans le budget et que 12 millions ne représentent pas une somme importante. Le Parti socialiste se dit très inquiet quant à la construction du budget 2026 et se souviendra de ces déclarations selon lesquelles 12 millions ne seraient pas significatifs par rapport à l'ensemble du budget.

Votes

1^{er} débat

Le président met aux voix l'entrée en matière du PL 13194 :

Oui : 7 (1 MCG, 4 PLR, 2 UDC)

Non : 6 (3 S, 2 Ve, 1 LJS)

Abstentions : 1 (1 LC)

L'entrée en matière est acceptée.

2^e débat

Le président procède au vote du 2^e débat :

Titre pas d'opposition, adopté

Préambule pas d'opposition, adopté

Art. 1 pas d'opposition, adopté

Art. 32, lettre b

Le président met aux voix l'amendement d'un député (UDC) à l'art. 32, lettre b :

Art. 32, lettre b (nouvelle teneur)

Sont déduits du revenu :

- b) les frais provoqués par la maladie et les accidents du contribuable ou d'une personne à sa charge, lorsque le contribuable supporte lui-même ces frais et que ceux-ci excèdent 0,1% des revenus imposables diminués des déductions prévues aux articles 29 à 36B de la présente loi (avant déduction des frais eux-mêmes) ;*

Oui : 7 (1 MCG, 4 PLR, 2 UDC)
Non : 1 (1 S)
Abstentions : 6 (1 LC, 2 S, 2 Ve, 1 LJS)

L'amendement est accepté.

Art. 2

Le président met aux voix l'amendement d'un député (UDC), à l'art. 2 :

² Le Conseil d'Etat fixe la date d'entrée en vigueur de la présente loi.

Oui : 13 (3 S, 1 Ve, 1 MCG, 4 PLR, 2 UDC, 1 LC, 1 LJS)
Non : –
Abstentions : 1 (1 Ve)

L'amendement est accepté.

3^e débat

Le président met aux voix l'ensemble du PL 13194 ainsi amendé :

Oui :	7 (1 MCG, 4 PLR, 2 UDC)
Non :	5 (3 S, 2 Ve)
Abstentions :	2(1 LJS, 1 LC)

Le PL 13194, tel qu'amendé, est accepté.

Catégorie de débat préavisée : II

ANNEXE I

De : [Bopp Christophe \(DF\)](#)
A : [Gorgone Stefano \(SEC-GC\)](#)
Cc : [Miceli David \(DF\)](#)
Objet : RE: Commission fiscale - PL 13194 audition du DF
Date : mercredi 7 décembre 2022 09:43:13

Cher Stefano,

En complément de mon message d'hier, je te prie de bien vouloir trouver ci-dessous le retour de David Miceli sur la demande de chiffrage de la commission fiscale.

Il n'est pas possible de déterminer le nombre de personnes touchées par le PL 13194 pour l'instant.

La détermination de ce nombre nécessite un important travail de programmation, qui ne pourra vraisemblablement pas être effectué avant le mois de février 2023, compte tenu du bouclage des comptes qui occupera l'ensemble des économètres jusqu'à ce moment-là.

Je précise en outre que les informations concernant les frais médicaux effectifs ne sont pas toujours disponibles dans les bases de données que nous utilisons.

Par conséquent, la simulation sera possible, de manière approximative, uniquement pour les contribuables dont les frais médicaux dépassent le 1% du revenu net, dans la situation actuelle.

En revanche, pour les contribuables dont les frais médicaux ne dépassent pas le 1% du revenu net, dans la situation actuelle, la simulation ne sera pas possible.

Cette situation conduira à sous-estimer l'impact du PL.

A toutes fins utiles, je signale que lors des dernières réformes fiscales (je ne me souviens plus si c'était dans le contexte des 5 LIPP en 2000, ou de la nouvelle LIPP à partir de 2010, mais nous pourrions éventuellement retrouver dans nos archives, au besoin), le choix avait été fait d'abaisser au maximum le seuil de déductibilité des frais médicaux, sans pour autant le supprimer, pour que la loi soit LHID compatible.

A la lecture de ce qui précède, les économètres ne pourront pas commencer leur travaux avant février 2023 et leurs travaux permettront de répondre aux questions de la commission fiscale mentionnées dans ton message ci-dessous.

Je te prie de bien vouloir me confirmer que l'audition du DF est reportée après février 2023.

Je te remercie d'avance pour ta réponse.

Bien à toi,

Christophe

De : Bopp Christophe (DF)
Envoyé : mardi 6 décembre 2022 15:31

À : Gorgone Stefano (SEC-GC) <Stefano.Gorgone@etat.ge.ch>

Objet : RE: Commission fiscale - PL 13194 audition du DF

Cher Stefano,

Je te remercie pour ton courriel.

Je vais faire suivre tes demande à l'afc et nous mettrons tout en œuvre pour avancer rapidement sur ce dossier.

Cela étant, un délai d'une semaine pour préparer une prise de position pour la magistrate est trop juste, même si tu as pris la peine, et je t'en remercie, de me retranscrire les questions de la commission fiscale. Je te prie donc de bien vouloir me faire une autre proposition de date pour la présentation du DF à la commission fiscale.

Je te remercie d'avance pour ta réponse.

Bien à toi,

Christophe

De : Gorgone Stefano (SEC-GC) <Stefano.Gorgone@etat.ge.ch>

Envoyé : mardi 6 décembre 2022 14:45

À : Bopp Christophe (DF) <christophe.bopp@etat.ge.ch>

Objet : Commission fiscale - PL 13194 audition du DF

PL 13194 modifiant la loi sur l'imposition des personnes physiques (LIPP) (D 3 08)
(Déduction totale des frais de maladie et d'accident)

<https://ge.ch/grandconseil/data/texte/PL13194.pdf>

Bonjour Christophe,

La commission a décidé d'entendre le DF si le PL 13194 et le Président m'a demandé si c'était possible de faire cette audition la semaine prochaine. C'est pour cette raison que je t'écris maintenant et n'attends pas notre habituel point téléphonique de demain.

Voici les questions de la commission sur cet objet :

- o Combien de personnes sont touchées par ce PL ?
- o Vérifier la compatibilité avec la LHID
- o Est-ce qu'une franchise de 1.- serait possible pour être en accord avec la LHID ?

Bien à toi,

Stefano Gorgone

Secrétaire scientifique de commissions

Secrétariat général du Grand Conseil

Rue de l'Hôtel-de-Ville 2

Case postale 3970 – 1211 Genève 3

Courrier interne A106E3/GC

Téléphone : 022 / 327 91 43

Absent le vendredi



Avez-vous vraiment besoin d'imprimer ce message ?

Synthèse de l'impact de la simulation

PL 13194

Année fiscale 2021

Impact de la simulation

Ensemble des contribuables imposés selon le barème ordinaire

	Contribuables		Contribuables dont l'impôt cantonal sur le revenu est modifié avec le PL 13194				
	Effectif	Effectif	En %	Impact du PL 13194, en franc		Impôt initial, en franc	Variation, en %
				Total	Moyenne	Moyenne	Moyenne
Impact selon la composition familiale							
Personnes seules	186'064	77'246	41.5%	- 4'649'706	- 60	9'960	- 0.6%
Familles monoparentales	41'415	22'678	54.8%	- 1'684'205	- 74	8'589	- 0.9%
Couples sans enfant	47'169	29'735	63.0%	- 3'255'560	- 109	16'662	- 0.7%
Couples avec enfant(s)	50'998	34'902	68.4%	- 5'408'435	- 155	25'621	- 0.6%
Total	325'646	164'561	50.5%	- 14'997'906	- 91	14'303	- 0.6%
Impact selon la source de revenu							
Activité dépendante	163'052	104'549	64.1%	- 9'718'808	- 93	13'660	- 0.7%
Activité indépendante	21'402	11'145	52.1%	- 1'346'242	- 121	32'214	- 0.4%
Rentes	88'621	48'269	54.5%	- 3'869'196	- 80	11'484	- 0.7%
Autres (sans activité ni rente)	52'571	598	1.1%	- 63'661	- 106	20'511	- 0.5%
Total	325'646	164'561	50.5%	- 14'997'906	- 91	14'303	- 0.6%
Impact selon le type de barème							
Sans splitting	199'134	84'916	42.6%	- 5'141'773	- 61	9'806	- 0.6%
Avec splitting	126'512	79'645	63.0%	- 9'856'133	- 124	19'098	- 0.6%
Total	325'646	164'561	50.5%	- 14'997'906	- 91	14'303	- 0.6%

Projet de loi modifiant la loi sur l'imposition des personnes physiques (LIPP) (D 3 08)

PL 13194

Déduction totale des frais de maladie et d'accident

Art. 32, let. b : Sont déduits du revenu :

Loi actuelle

les frais provoqués par la maladie et les accidents du contribuable ou d'une personne à sa charge, lorsque le contribuable supporte lui-même ces frais et que ceux-ci excèdent 0.5% des revenus imposables diminués des déductions prévues aux articles 29 à 36B de la présente loi (avant déduction des frais eux-mêmes)

PL 13194

les frais provoqués par la maladie et les accidents du contribuable ou d'une personne à sa charge, lorsque le contribuable supporte lui-même ces frais

Source : Administration fiscale cantonale

Date de mise à jour des données : fin mai 2023

Date de mise à jour du document : 12.06.2023

S:\UO5397\14_econometres\Simulations\2023_05\Resultats\2021\PL_13194.xlsx/Synthèse

Impact de la simulation

Ensemble des contribuables imposés selon le barème ordinaire

PL 13194

Année fiscale 2021

Impact de la simulation, par tranche de revenu brut

	Contribuables	Contribuables dont l'impôt cantonal sur le revenu est modifié avec le PL 13194					
				Impact du PL 13194, en franc		Impôt initial, en franc	Variation, en %
		Effectif	En %	Total	Moyenne	Moyenne	Moyenne
Ensemble des contribuables							
Sans revenu brut	21'482	0	-	0	0	0	///
1 à 10'000	24'489	0	-	0	0	0	///
10'001 à 20'000	17'485	4	0.0%	- 32	- 8	465	- 1.7%
20'001 à 30'000	21'133	993	4.7%	- 10'424	- 10	219	- 4.8%
30'001 à 40'000	18'769	4'707	25.1%	- 74'752	- 16	598	- 2.7%
40'001 à 50'000	18'599	9'064	48.7%	- 213'297	- 24	1'235	- 1.9%
50'001 à 60'000	19'596	10'615	54.2%	- 345'563	- 33	2'279	- 1.4%
60'001 à 70'000	19'775	11'857	60.0%	- 475'037	- 40	3'272	- 1.2%
70'001 à 80'000	19'673	13'237	67.3%	- 600'512	- 45	4'035	- 1.1%
80'001 à 90'000	17'488	12'352	70.6%	- 627'223	- 51	4'816	- 1.1%
90'001 à 100'000	15'804	11'805	74.7%	- 666'942	- 56	5'571	- 1.0%
100'001 à 120'000	24'701	19'475	78.8%	- 1'283'398	- 66	6'663	- 1.0%
120'001 à 140'000	18'344	14'688	80.1%	- 1'171'308	- 80	8'386	- 1.0%
140'001 à 160'000	13'700	11'247	82.1%	- 1'050'366	- 93	10'178	- 0.9%
160'001 à 180'000	10'082	8'328	82.6%	- 888'523	- 107	12'155	- 0.9%
180'001 à 200'000	7'595	6'328	83.3%	- 755'506	- 119	14'332	- 0.8%
200'001 à 240'000	10'474	8'747	83.5%	- 1'190'316	- 136	17'190	- 0.8%
240'001 à 280'000	6'504	5'418	83.3%	- 870'289	- 161	21'605	- 0.7%
280'001 à 320'000	4'466	3'709	83.0%	- 675'562	- 182	26'444	- 0.7%
320'001 à 360'000	2'984	2'437	81.7%	- 501'621	- 206	31'143	- 0.7%
360'001 à 400'000	2'089	1'719	82.3%	- 398'824	- 232	36'670	- 0.6%
400'001 à 600'000	5'522	4'286	77.6%	- 1'222'939	- 285	48'473	- 0.6%
600'001 à 800'000	1'995	1'523	76.3%	- 604'315	- 397	75'675	- 0.5%
800'001 à 1'000'000	927	658	71.0%	- 337'589	- 513	103'377	- 0.5%
1'000'001 à 2'000'000	1'340	942	70.3%	- 619'464	- 658	163'829	- 0.4%
Plus de 2'000'000	630	422	67.0%	- 414'107	- 981	1'158'260	- 0.1%
Total	325'646	164'561	50.5%	- 14'997'906	- 91	14'303	- 0.6%

Source : Administration fiscale cantonale

Date de mise à jour des données : fin mai 2023

Impact de la simulation

Contribuables sans impôt cantonal sur le revenu

PL 13194

Année fiscale 2021

Impact de la simulation, par tranche de revenu brut

	Contribuables		Contribuables sans impôt cantonal sur le revenu			
	Effectif	Situation actuelle		avec le PL 13194		
		Effectif	En %	Effectif	En %	
Ensemble des contribuables						
Sans revenu brut	21'482	21'481	100.0%	■	21'481	100.0%
1 à 10000	24'489	24'111	98.5%	■	24'111	98.5%
10'001 à 20000	17'485	15'826	90.5%	▲	15'827	90.5%
20'001 à 30000	21'133	16'117	76.3%	▲	16'153	76.4%
30'001 à 40000	18'769	10'233	54.5%	▲	10'293	54.8%
40'001 à 50000	18'599	5'929	31.9%	▲	5'975	32.1%
50'001 à 60000	19'596	5'318	27.1%	▲	5'347	27.3%
60'001 à 70000	19'775	4'400	22.3%	▲	4'465	22.6%
70'001 à 80000	19'673	3'000	15.2%	▲	3'037	15.4%
80'001 à 90000	17'488	2'000	11.4%	▲	2'032	11.6%
90'001 à 100000	15'804	1'355	8.6%	▲	1'384	8.8%
100'001 à 120000	24'701	1'471	6.0%	▲	1'497	6.1%
120'001 à 140000	18'344	727	4.0%	▲	732	4.0%
140'001 à 160000	13'700	445	3.2%	▲	447	3.3%
160'001 à 180000	10'082	282	2.8%	▲	284	2.8%
180'001 à 200000	7'595	214	2.8%	▲	215	2.8%
200'001 à 240000	10'474	302	2.9%	▲	304	2.9%
240'001 à 280000	6'504	191	2.9%	▲	192	3.0%
280'001 à 320000	4'466	119	2.7%	■	119	2.7%
320'001 à 360000	2'984	98	3.3%	▲	100	3.4%
360'001 à 400000	2'089	73	3.5%	▲	74	3.5%
400'001 à 600000	5'522	213	3.9%	▲	214	3.9%
600'001 à 800000	1'995	76	3.8%	■	76	3.8%
800'001 à 1000000	927	44	4.7%	▲	46	5.0%
1'000'001 à 2000000	1'340	54	4.0%	■	54	4.0%
Plus de 2000000	630	29	4.6%	▲	30	4.8%
Total	325'646	114'108	35.0%	▲	114'489	35.2%

Source : Administration fiscale cantonale

Date de mise à jour des données : fin mai 2023

Impact de la simulation selon la composition familiale

Personnes seules

PL 13194

Année fiscale 2021

Impact de la simulation, par tranche de revenu brut

	Contribuables		Contribuables dont l'impôt cantonal sur le revenu est modifié avec le PL 13194				
	Effectif		Impact du PL 13194, en franc		Impôt initial, en franc	Variation, en %	
			Effectif	En %	Total	Moyenne	Moyenne
Ensemble des contribuables							
Sans revenu brut	19'235	0	-	0	0	0	///
1 à 10'000	21'894	0	-	0	0	0	///
10'001 à 20'000	14'911	4	0.0%	- 32	- 8	465	- 1.7%
20'001 à 30'000	18'081	980	5.4%	- 10'281	- 10	219	- 4.8%
30'001 à 40'000	15'114	4'571	30.2%	- 72'834	- 16	604	- 2.6%
40'001 à 50'000	13'326	8'601	64.5%	- 203'769	- 24	1'257	- 1.9%
50'001 à 60'000	13'130	9'497	72.3%	- 316'531	- 33	2'409	- 1.4%
60'001 à 70'000	12'250	9'288	75.8%	- 399'059	- 43	3'825	- 1.1%
70'001 à 80'000	11'309	8'768	77.5%	- 448'490	- 51	5'310	- 1.0%
80'001 à 90'000	9'074	7'053	77.7%	- 406'221	- 58	6'790	- 0.8%
90'001 à 100'000	7'571	5'939	78.4%	- 384'070	- 65	8'261	- 0.8%
100'001 à 120'000	10'217	8'014	78.4%	- 590'861	- 74	10'188	- 0.7%
120'001 à 140'000	6'359	4'720	74.2%	- 404'418	- 86	12'938	- 0.7%
140'001 à 160'000	3'988	2'952	74.0%	- 287'690	- 97	15'430	- 0.6%
160'001 à 180'000	2'459	1'846	75.1%	- 202'636	- 110	17'979	- 0.6%
180'001 à 200'000	1'500	1'109	73.9%	- 133'755	- 121	20'782	- 0.6%
200'001 à 240'000	1'760	1'287	73.1%	- 175'351	- 136	24'046	- 0.6%
240'001 à 280'000	946	666	70.4%	- 104'920	- 158	28'671	- 0.5%
280'001 à 320'000	633	447	70.6%	- 77'327	- 173	33'553	- 0.5%
320'001 à 360'000	437	309	70.7%	- 58'306	- 189	36'923	- 0.5%
360'001 à 400'000	284	207	72.9%	- 46'849	- 226	47'049	- 0.5%
400'001 à 600'000	855	530	62.0%	- 135'447	- 256	56'388	- 0.5%
600'001 à 800'000	273	185	67.8%	- 60'032	- 324	84'418	- 0.4%
800'001 à 1'000'000	154	92	59.7%	- 36'029	- 392	112'254	- 0.3%
1'000'001 à 2'000'000	199	123	61.8%	- 54'024	- 439	178'562	- 0.2%
Plus de 2'000'000	105	58	55.2%	- 40'773	- 703	2'502'878	- 0.0%
Total	186'064	77'246	41.5%	- 4'649'706	- 60	9'960	- 0.6%

Source : Administration fiscale cantonale

Date de mise à jour des données : fin mai 2023

Impact de la simulation selon la composition familiale

Familles monoparentales

PL 13194

Année fiscale 2021

Impact de la simulation, par tranche de revenu brut

	Contribuables		Contribuables dont l'impôt cantonal sur le revenu est modifié avec le PL 13194				
	Effectif		Impact du PL 13194, en franc		Impôt initial, en franc	Variation, en %	
			Total	Moyenne	Moyenne	Moyenne	
Ensemble des contribuables							
Sans revenu brut	719	0	-	0	0	0	///
1 à 10'000	1'286	0	-	0	0	0	///
10'001 à 20'000	1'107	0	-	0	0	0	///
20'001 à 30'000	1'362	9	0.7%	- 101	- 11	163	- 6.9%
30'001 à 40'000	1'692	115	6.8%	- 1'592	- 14	357	- 3.9%
40'001 à 50'000	2'173	406	18.7%	- 8'308	- 20	812	- 2.5%
50'001 à 60'000	2'737	808	29.5%	- 22'404	- 28	1'389	- 2.0%
60'001 à 70'000	3'421	1'443	42.2%	- 47'078	- 33	1'759	- 1.9%
70'001 à 80'000	3'738	2'200	58.9%	- 80'470	- 37	1'999	- 1.8%
80'001 à 90'000	3'784	2'530	66.9%	- 109'444	- 43	2'545	- 1.7%
90'001 à 100'000	3'370	2'457	72.9%	- 121'032	- 49	3'182	- 1.5%
100'001 à 120'000	5'108	3'982	78.0%	- 244'740	- 61	4'687	- 1.3%
120'001 à 140'000	3'444	2'683	77.9%	- 206'787	- 77	6'992	- 1.1%
140'001 à 160'000	2'190	1'775	81.1%	- 160'572	- 90	9'357	- 1.0%
160'001 à 180'000	1'333	1'088	81.6%	- 113'524	- 104	11'683	- 0.9%
180'001 à 200'000	852	701	82.3%	- 81'608	- 116	14'203	- 0.8%
200'001 à 240'000	1'073	869	81.0%	- 114'148	- 131	17'818	- 0.7%
240'001 à 280'000	556	463	83.3%	- 72'824	- 157	22'757	- 0.7%
280'001 à 320'000	357	291	81.5%	- 52'149	- 179	28'716	- 0.6%
320'001 à 360'000	220	177	80.5%	- 35'589	- 201	32'633	- 0.6%
360'001 à 400'000	162	135	83.3%	- 30'426	- 225	37'809	- 0.6%
400'001 à 600'000	418	318	76.1%	- 80'196	- 252	48'775	- 0.5%
600'001 à 800'000	140	107	76.4%	- 37'816	- 353	77'859	- 0.5%
800'001 à 1'000'000	48	32	66.7%	- 10'962	- 343	104'711	- 0.3%
1'000'001 à 2'000'000	88	63	71.6%	- 31'228	- 496	169'662	- 0.3%
Plus de 2'000'000	37	26	70.3%	- 21'207	- 816	471'647	- 0.2%
Total	41'415	22'678	54.8%	- 1'684'205	- 74	8'589	- 0.9%

Source : Administration fiscale cantonale

Date de mise à jour des données : fin mai 2023

Impact de la simulation selon la composition familiale

Couples sans enfant

PL 13194

Année fiscale 2021

Impact de la simulation, par tranche de revenu brut

	Contribuables		Contribuables dont l'impôt cantonal sur le revenu est modifié avec le PL 13194				
	Effectif	En %	Impact du PL 13194, en franc		Impôt initial, en franc	Variation, en %	
			Total	Moyenne	Moyenne	Moyenne	
Ensemble des contribuables							
Sans revenu brut	967	0	-	0	0	0	///
1 à 10'000	765	0	-	0	0	0	///
10'001 à 20'000	886	0	-	0	0	0	///
20'001 à 30'000	1'136	4	0.4%	- 42	- 10	534	- 1.9%
30'001 à 40'000	1'388	20	1.4%	- 308	- 15	602	- 2.6%
40'001 à 50'000	2'267	52	2.3%	- 1'083	- 21	905	- 2.3%
50'001 à 60'000	2'656	302	11.4%	- 6'483	- 21	621	- 3.5%
60'001 à 70'000	2'719	1'054	38.8%	- 27'224	- 26	664	- 3.9%
70'001 à 80'000	2'973	1'962	66.0%	- 62'930	- 32	1'150	- 2.8%
80'001 à 90'000	2'813	2'131	75.8%	- 89'910	- 42	2'135	- 2.0%
90'001 à 100'000	2'823	2'331	82.6%	- 118'325	- 51	3'171	- 1.6%
100'001 à 120'000	5'051	4'346	86.0%	- 281'076	- 65	5'022	- 1.3%
120'001 à 140'000	4'083	3'543	86.8%	- 294'767	- 83	7'798	- 1.1%
140'001 à 160'000	3'318	2'884	86.9%	- 277'373	- 96	10'148	- 0.9%
160'001 à 180'000	2'532	2'180	86.1%	- 237'137	- 109	12'712	- 0.9%
180'001 à 200'000	2'074	1'798	86.7%	- 219'105	- 122	15'361	- 0.8%
200'001 à 240'000	2'646	2'299	86.9%	- 320'112	- 139	18'620	- 0.7%
240'001 à 280'000	1'530	1'313	85.8%	- 212'237	- 162	23'295	- 0.7%
280'001 à 320'000	1'011	854	84.5%	- 156'302	- 183	27'867	- 0.7%
320'001 à 360'000	659	552	83.8%	- 116'047	- 210	33'067	- 0.6%
360'001 à 400'000	477	389	81.6%	- 89'940	- 231	37'520	- 0.6%
400'001 à 600'000	1'172	889	75.9%	- 254'284	- 286	48'314	- 0.6%
600'001 à 800'000	480	345	71.9%	- 139'400	- 404	74'914	- 0.5%
800'001 à 1'000'000	218	149	68.3%	- 74'744	- 502	96'881	- 0.5%
1'000'001 à 2'000'000	343	228	66.5%	- 154'721	- 679	155'009	- 0.4%
Plus de 2'000'000	182	110	60.4%	- 122'011	- 1'109	887'458	- 0.1%
Total	47'169	29'735	63.0%	- 3'255'560	- 109	16'662	- 0.7%

Source : Administration fiscale cantonale

Date de mise à jour des données : fin mai 2023

Impact de la simulation selon la composition familiale

Couples avec enfant(s)

PL 13194

Année fiscale 2021

Impact de la simulation, par tranche de revenu brut

	Contribuables		Contribuables dont l'impôt cantonal sur le revenu est modifié avec le PL 13194				
	Effectif	En %	Impact du PL 13194, en franc		Impôt initial, en franc	Variation, en %	
			Total	Moyenne	Moyenne	Moyenne	
Ensemble des contribuables							
Sans revenu brut	561	0	-	0	0	0	///
1 à 10'000	544	0	-	0	0	0	///
10'001 à 20'000	581	0	-	0	0	0	///
20'001 à 30'000	554	0	-	0	0	0	///
30'001 à 40'000	575	1	0.2%	-18	-18	574	-3.0%
40'001 à 50'000	833	5	0.6%	-137	-27	2'148	-1.3%
50'001 à 60'000	1073	8	0.7%	-144	-18	353	-5.1%
60'001 à 70'000	1'385	72	5.2%	-1'677	-23	457	-5.1%
70'001 à 80'000	1'653	307	18.6%	-8'622	-28	635	-4.4%
80'001 à 90'000	1'817	638	35.1%	-21'647	-34	956	-3.5%
90'001 à 100'000	2'040	1'078	52.8%	-43'514	-40	1'388	-2.9%
100'001 à 120'000	4'325	3'133	72.4%	-166'721	-53	2'435	-2.2%
120'001 à 140'000	4'458	3'742	83.9%	-265'336	-71	4'202	-1.7%
140'001 à 160'000	4'204	3'636	86.5%	-324'731	-89	6'339	-1.4%
160'001 à 180'000	3'758	3'214	85.5%	-335'225	-104	8'592	-1.2%
180'001 à 200'000	3'169	2'720	85.8%	-321'038	-118	11'054	-1.1%
200'001 à 240'000	4'995	4'292	85.9%	-580'705	-135	14'240	-1.0%
240'001 à 280'000	3'472	2'976	85.7%	-480'308	-161	19'099	-0.8%
280'001 à 320'000	2'465	2'117	85.9%	-389'784	-184	24'056	-0.8%
320'001 à 360'000	1'668	1'399	83.9%	-291'678	-208	28'918	-0.7%
360'001 à 400'000	1'166	988	84.7%	-231'608	-234	34'006	-0.7%
400'001 à 600'000	3'077	2'549	82.8%	-753'012	-295	46'845	-0.6%
600'001 à 800'000	1'102	886	80.4%	-367'067	-414	73'883	-0.6%
800'001 à 1'000'000	507	385	75.9%	-215'854	-561	103'659	-0.5%
1'000'001 à 2'000'000	710	528	74.4%	-379'491	-719	163'509	-0.4%
Plus de 2'000'000	306	228	74.5%	-230'115	-1'009	1'025'156	-0.1%
Total	50'998	34'902	68.4%	-5'408'435	-155	25'621	-0.6%

Source : Administration fiscale cantonale

Date de mise à jour des données : fin mai 2023

Impact de la simulation selon la source de revenu

Salariés

PL 13194

Année fiscale 2021

Impact de la simulation, par tranche de revenu brut

	Contribuables		Contribuables dont l'impôt cantonal sur le revenu est modifié avec le PL 13194				
	Effectif		Impact du PL 13194, en franc		Impôt initial, en franc	Variation, en %	
			Effectif	En %	Total		Moyenne
Ensemble des contribuables							
Sans revenu brut	0	0	///	0	0	0	///
1 à 10'000	9453	0	-	0	0	0	///
10'001 à 20'000	7'130	3	0.0%	- 23	- 8	42	- 18.6%
20'001 à 30'000	5'417	759	14.0%	- 7'911	- 10	207	- 5.0%
30'001 à 40'000	5'680	2'927	51.5%	- 45'957	- 16	717	- 2.2%
40'001 à 50'000	7'219	4'167	57.7%	- 102'102	- 25	1'688	- 1.5%
50'001 à 60'000	9'366	5'705	60.9%	- 187'452	- 33	2'722	- 1.2%
60'001 à 70'000	10'852	6'938	63.9%	- 276'958	- 40	3'671	- 1.1%
70'001 à 80'000	11'894	8'210	69.0%	- 372'188	- 45	4'377	- 1.0%
80'001 à 90'000	11'010	7'787	70.7%	- 390'558	- 50	5'069	- 1.0%
90'001 à 100'000	10'226	7'623	74.5%	- 424'882	- 56	5'774	- 1.0%
100'001 à 120'000	16'266	12'745	78.4%	- 829'619	- 65	6'812	- 1.0%
120'001 à 140'000	12'320	9'763	79.2%	- 764'751	- 78	8'370	- 0.9%
140'001 à 160'000	9'355	7'626	81.5%	- 706'139	- 93	10'078	- 0.9%
160'001 à 180'000	6'865	5'639	82.1%	- 597'019	- 106	11'942	- 0.9%
180'001 à 200'000	5'206	4'338	83.3%	- 514'661	- 119	14'062	- 0.8%
200'001 à 240'000	7'322	6'142	83.9%	- 836'012	- 136	17'128	- 0.8%
240'001 à 280'000	4'640	3'880	83.6%	- 626'553	- 161	21'529	- 0.8%
280'001 à 320'000	3'136	2'598	82.8%	- 474'793	- 183	26'500	- 0.7%
320'001 à 360'000	2'035	1'663	81.7%	- 346'533	- 208	31'632	- 0.7%
360'001 à 400'000	1'420	1'164	82.0%	- 271'556	- 233	37'080	- 0.6%
400'001 à 600'000	3'482	2'765	79.4%	- 794'040	- 287	49'211	- 0.6%
600'001 à 800'000	1'209	968	80.1%	- 391'850	- 405	77'316	- 0.5%
800'001 à 1'000'000	511	384	75.1%	- 189'743	- 494	103'879	- 0.5%
1'000'001 à 2'000'000	697	512	73.5%	- 341'202	- 666	167'793	- 0.4%
Plus de 2'000'000	341	243	71.3%	- 226'309	- 931	801'081	- 0.1%
Total	163'052	104'549	64.1%	- 9'718'808	- 93	13'660	- 0.7%

Source : Administration fiscale cantonale

Date de mise à jour des données : fin mai 2023

Impact de la simulation selon la source de revenu

Indépendants

PL 13194

Année fiscale 2021

Impact de la simulation, par tranche de revenu brut

	Contribuables		Contribuables dont l'impôt cantonal sur le revenu est modifié avec le PL 13194				
	Effectif		Impact du PL 13194, en franc		Impôt initial, en franc	Variation, en %	
			Effectif	En %	Total		Moyenne
Ensemble des contribuables							
Sans revenu brut	127	0	-	0	0	0	///
1 à 10'000	706	0	-	0	0	0	///
10'001 à 20'000	1'056	0	-	0	0	0	///
20'001 à 30'000	1'844	146	7.9%	-1'537	-11	260	-4.0%
30'001 à 40'000	1'567	438	28.0%	-6'919	-16	737	-2.1%
40'001 à 50'000	1'434	488	34.0%	-11'376	-23	1'602	-1.5%
50'001 à 60'000	1'295	497	38.4%	-14'542	-29	2'288	-1.3%
60'001 à 70'000	1'217	463	38.0%	-16'384	-35	2'926	-1.2%
70'001 à 80'000	998	483	48.4%	-19'327	-40	3'508	-1.1%
80'001 à 90'000	920	511	55.5%	-22'834	-45	3'866	-1.2%
90'001 à 100'000	866	529	61.1%	-25'885	-49	4'260	-1.1%
100'001 à 120'000	1'434	1'021	71.2%	-58'490	-57	4'659	-1.2%
120'001 à 140'000	1'216	923	75.9%	-66'578	-72	6'359	-1.1%
140'001 à 160'000	968	778	80.4%	-66'101	-85	8'176	-1.0%
160'001 à 180'000	844	691	81.9%	-68'748	-99	9'976	-1.0%
180'001 à 200'000	651	542	83.3%	-59'875	-110	12'517	-0.9%
200'001 à 240'000	964	806	83.6%	-105'016	-130	15'052	-0.9%
240'001 à 280'000	687	585	85.2%	-89'077	-152	19'889	-0.8%
280'001 à 320'000	462	398	86.1%	-68'802	-173	23'773	-0.7%
320'001 à 360'000	365	312	85.5%	-62'001	-199	28'414	-0.7%
360'001 à 400'000	277	249	89.9%	-54'570	-219	32'972	-0.7%
400'001 à 600'000	787	704	89.5%	-199'174	-283	46'187	-0.6%
600'001 à 800'000	295	247	83.7%	-97'546	-395	72'445	-0.5%
800'001 à 1'000'000	139	112	80.6%	-67'589	-603	106'876	-0.6%
1'000'001 à 2'000'000	201	159	79.1%	-104'879	-660	156'760	-0.4%
Plus de 2'000'000	82	63	76.8%	-58'992	-936	2'876'089	-0.0%
Total	21'402	11'145	52.1%	-1'346'242	-121	32'214	-0.4%

Source : Administration fiscale cantonale

Date de mise à jour des données : fin mai 2023

Impact de la simulation selon la source de revenu

Rentiers

PL 13194

Année fiscale 2021

Impact de la simulation, par tranche de revenu brut

	Contribuables		Contribuables dont l'impôt cantonal sur le revenu est modifié avec le PL 13194				
	Effectif		Impact du PL 13194, en franc		Impôt initial, en franc	Variation, en %	
			Effectif	En %	Total	Moyenne	Moyenne
Ensemble des contribuables							
Sans revenu brut	1	0	-	0	0	0	///
1 à 10'000	1'279	0	-	0	0	0	///
10'001 à 20'000	4'486	0	-	0	0	0	///
20'001 à 30'000	10'842	63	0.6%	- 702	- 11	192	- 5.8%
30'001 à 40'000	9'484	1'306	13.8%	- 21'303	- 16	281	- 5.8%
40'001 à 50'000	8'327	4'370	52.5%	- 98'932	- 23	758	- 3.0%
50'001 à 60'000	7'668	4'384	57.2%	- 142'721	- 33	1'700	- 1.9%
60'001 à 70'000	6'805	4'425	65.0%	- 180'670	- 41	2'686	- 1.5%
70'001 à 80'000	6'048	4'520	74.7%	- 208'039	- 46	3'470	- 1.3%
80'001 à 90'000	5'012	4'027	80.3%	- 212'584	- 53	4'454	- 1.2%
90'001 à 100'000	4'287	3'624	84.5%	- 214'872	- 59	5'356	- 1.1%
100'001 à 120'000	6'441	5'652	87.8%	- 392'323	- 69	6'700	- 1.0%
120'001 à 140'000	4'428	3'961	89.5%	- 337'630	- 85	8'917	- 1.0%
140'001 à 160'000	3'113	2'808	90.2%	- 275'685	- 98	11'032	- 0.9%
160'001 à 180'000	2'180	1'971	90.4%	- 219'762	- 111	13'503	- 0.8%
180'001 à 200'000	1'590	1'427	89.7%	- 179'017	- 125	15'881	- 0.8%
200'001 à 240'000	2'006	1'775	88.5%	- 246'137	- 139	18'375	- 0.8%
240'001 à 280'000	1'065	935	87.8%	- 152'418	- 163	23'072	- 0.7%
280'001 à 320'000	778	694	89.2%	- 129'003	- 186	27'861	- 0.7%
320'001 à 360'000	510	447	87.6%	- 90'684	- 203	31'510	- 0.6%
360'001 à 400'000	344	295	85.8%	- 70'958	- 241	38'703	- 0.6%
400'001 à 600'000	947	777	82.0%	- 219'809	- 283	48'144	- 0.6%
600'001 à 800'000	344	291	84.6%	- 108'726	- 374	73'031	- 0.5%
800'001 à 1'000'000	180	152	84.4%	- 76'579	- 504	102'283	- 0.5%
1'000'001 à 2'000'000	307	254	82.7%	- 165'614	- 652	164'617	- 0.4%
Plus de 2'000'000	149	111	74.5%	- 125'031	- 1'126	988'929	- 0.1%
Total	88'621	48'269	54.5%	- 3'869'196	- 80	11'484	- 0.7%

Source : Administration fiscale cantonale

Date de mise à jour des données : fin mai 2023

Impact de la simulation selon la source de revenu

Autres

PL 13194

Année fiscale 2021

Impact de la simulation, par tranche de revenu brut

	Contribuables		Contribuables dont l'impôt cantonal sur le revenu est modifié avec le PL 13194				
	Effectif		Impact du PL 13194, en franc		Impôt initial, en franc	Variation, en %	
			Total	Moyenne	Moyenne	Moyenne	
Ensemble des contribuables							
Sans revenu brut	21'354	0	-	0	0	0	///
1 à 10'000	13'051	0	-	0	0	0	///
10'001 à 20'000	4'813	1	0.0%	-9	-9	1'736	-0.5%
20'001 à 30'000	3'030	25	0.8%	-274	-11	442	-2.5%
30'001 à 40'000	2'038	36	1.8%	-573	-16	727	-2.2%
40'001 à 50'000	1'619	39	2.4%	-888	-23	1'743	-1.3%
50'001 à 60'000	1'267	29	2.3%	-848	-29	2'386	-1.2%
60'001 à 70'000	901	31	3.4%	-1'025	-33	2'751	-1.2%
70'001 à 80'000	733	24	3.3%	-959	-40	3'881	-1.0%
80'001 à 90'000	546	27	4.9%	-1'248	-46	3'860	-1.2%
90'001 à 100'000	425	29	6.8%	-1'303	-45	2'943	-1.5%
100'001 à 120'000	560	57	10.2%	-2'967	-52	5'592	-0.9%
120'001 à 140'000	380	41	10.8%	-2'350	-57	6'446	-0.9%
140'001 à 160'000	264	35	13.3%	-2'441	-70	8'015	-0.9%
160'001 à 180'000	193	27	14.0%	-2'995	-111	14'004	-0.8%
180'001 à 200'000	148	21	14.2%	-1'952	-93	11'596	-0.8%
200'001 à 240'000	182	24	13.2%	-3'151	-131	17'249	-0.8%
240'001 à 280'000	112	18	16.1%	-2'241	-124	17'607	-0.7%
280'001 à 320'000	90	19	21.1%	-2'964	-156	22'860	-0.7%
320'001 à 360'000	74	15	20.3%	-2'403	-160	22'750	-0.7%
360'001 à 400'000	48	11	22.9%	-1'741	-158	22'485	-0.7%
400'001 à 600'000	306	40	13.1%	-9'916	-248	44'107	-0.6%
600'001 à 800'000	147	17	11.6%	-6'192	-364	74'460	-0.5%
800'001 à 1'000'000	97	10	10.3%	-3'678	-368	61'536	-0.6%
1'000'001 à 2'000'000	135	17	12.6%	-7'769	-457	98'743	-0.5%
Plus de 2'000'000	58	5	8.6%	-3'776	-755	631'664	-0.1%
Total	52'571	598	1.1%	-63'661	-106	20'511	-0.5%

Source : Administration fiscale cantonale

Date de mise à jour des données : fin mai 2023

Impact de la simulation selon le type de barème

Sans splitting

PL 13194

Année fiscale 2021

Impact de la simulation, par tranche de revenu brut

	Contribuables		Contribuables dont l'impôt cantonal sur le revenu est modifié avec le PL 13194				
	Effectif		Impact du PL 13194, en franc		Impôt initial, en franc	Variation, en %	
			Total	Moyenne	Moyenne		
Ensemble des contribuables							
Sans revenu brut	19'536	0	-	0	0	0	///
1 à 10'000	22'372	0	-	0	0	0	///
10'001 à 20'000	15'330	4	0.0%	- 32	- 8	465	- 1.7%
20'001 à 30'000	18'763	992	5.3%	- 10'413	- 10	218	- 4.8%
30'001 à 40'000	15'904	4'706	29.6%	- 74'733	- 16	598	- 2.7%
40'001 à 50'000	14'231	9'032	63.5%	- 212'731	- 24	1'238	- 1.9%
50'001 à 60'000	14'291	10'256	71.8%	- 338'068	- 33	2'344	- 1.4%
60'001 à 70'000	13'552	10'242	75.6%	- 433'623	- 42	3'700	- 1.1%
70'001 à 80'000	12'567	9'708	77.2%	- 490'478	- 51	5'142	- 1.0%
80'001 à 90'000	10'139	7'850	77.4%	- 448'329	- 57	6'598	- 0.9%
90'001 à 100'000	8'394	6'568	78.2%	- 420'255	- 64	8'047	- 0.8%
100'001 à 120'000	11'434	8'971	78.5%	- 657'387	- 73	9'973	- 0.7%
120'001 à 140'000	7'227	5'391	74.6%	- 459'254	- 85	12'660	- 0.7%
140'001 à 160'000	4'563	3'408	74.7%	- 328'953	- 97	15'101	- 0.6%
160'001 à 180'000	2'777	2'103	75.7%	- 229'084	- 109	17'679	- 0.6%
180'001 à 200'000	1'697	1'260	74.2%	- 150'392	- 119	20'453	- 0.6%
200'001 à 240'000	2'023	1'486	73.5%	- 201'508	- 136	23'761	- 0.6%
240'001 à 280'000	1'081	764	70.7%	- 120'272	- 157	28'454	- 0.6%
280'001 à 320'000	704	499	70.9%	- 86'158	- 173	33'369	- 0.5%
320'001 à 360'000	483	340	70.4%	- 64'143	- 189	36'919	- 0.5%
360'001 à 400'000	314	228	72.6%	- 52'324	- 229	47'200	- 0.5%
400'001 à 600'000	958	604	63.0%	- 153'762	- 255	56'162	- 0.5%
600'001 à 800'000	311	212	68.2%	- 67'898	- 320	83'571	- 0.4%
800'001 à 1'000'000	158	95	60.1%	- 37'516	- 395	112'653	- 0.4%
1'000'001 à 2'000'000	214	137	64.0%	- 61'022	- 445	176'944	- 0.3%
Plus de 2'000'000	111	60	54.1%	- 43'440	- 724	2'437'465	- 0.0%
Total	199'134	84'916	42.6%	- 5'141'773	- 61	9'806	- 0.6%

Source : Administration fiscale cantonale

Date de mise à jour des données : fin mai 2023

Impact de la simulation selon le type de barème

Avec splitting

PL 13194

Année fiscale 2021

Impact de la simulation, par tranche de revenu brut

	Contribuables		Contribuables dont l'impôt cantonal sur le revenu est modifié avec le PL 13194				
	Effectif	Effectif	Impact du PL 13194, en franc		Impôt initial, en franc	Variation, en %	
			Total	Moyenne	Moyenne	Moyenne	
Ensemble des contribuables							
Sans revenu brut	1'946	0	-	0	0	0	///
1 à 10'000	2'117	0	-	0	0	0	///
10'001 à 20'000	2'155	0	-	0	0	0	///
20'001 à 30'000	2'370	1	0.0%	- 11	- 11	1'798	- 0.6%
30'001 à 40'000	2'865	1	0.0%	- 19	- 19	20	- 96.0%
40'001 à 50'000	4'368	32	0.7%	- 566	- 18	554	- 3.2%
50'001 à 60'000	5'305	359	6.8%	- 7'494	- 21	406	- 5.1%
60'001 à 70'000	6'223	1'615	26.0%	- 41'414	- 26	555	- 4.6%
70'001 à 80'000	7'106	3'529	49.7%	- 110'034	- 31	989	- 3.2%
80'001 à 90'000	7'349	4'502	61.3%	- 178'895	- 40	1'710	- 2.3%
90'001 à 100'000	7'410	5'237	70.7%	- 246'687	- 47	2'466	- 1.9%
100'001 à 120'000	13'267	10'504	79.2%	- 626'011	- 60	3'836	- 1.6%
120'001 à 140'000	11'117	9'297	83.6%	- 712'054	- 77	5'908	- 1.3%
140'001 à 160'000	9'137	7'839	85.8%	- 721'413	- 92	8'038	- 1.1%
160'001 à 180'000	7'305	6'225	85.2%	- 659'439	- 106	10'289	- 1.0%
180'001 à 200'000	5'898	5'068	85.9%	- 605'113	- 119	12'810	- 0.9%
200'001 à 240'000	8'451	7'261	85.9%	- 988'808	- 136	15'845	- 0.9%
240'001 à 280'000	5'423	4'654	85.8%	- 750'017	- 161	20'481	- 0.8%
280'001 à 320'000	3'762	3'210	85.3%	- 589'404	- 184	25'367	- 0.7%
320'001 à 360'000	2'501	2'097	83.8%	- 437'478	- 209	30'206	- 0.7%
360'001 à 400'000	1'775	1'491	84.0%	- 346'500	- 232	35'060	- 0.7%
400'001 à 600'000	4'564	3'682	80.7%	- 1'069'177	- 290	47'212	- 0.6%
600'001 à 800'000	1'684	1'311	77.9%	- 536'417	- 409	74'399	- 0.5%
800'001 à 1'000'000	769	563	73.2%	- 300'073	- 533	101'812	- 0.5%
1'000'001 à 2'000'000	1'126	805	71.5%	- 558'442	- 694	161'597	- 0.4%
Plus de 2'000'000	519	362	69.7%	- 370'667	- 1'024	946'237	- 0.1%
Total	126'512	79'645	63.0%	- 9'856'133	- 124	19'098	- 0.6%

Source : Administration fiscale cantonale

Date de mise à jour des données : fin mai 2023

Synthèse de l'impact de la simulation

PL 13194

Année fiscale 2023

Impact de la simulation

Ensemble des contribuables imposés selon le barème ordinaire

	Contribuables		Contribuables dont l'impôt cantonal sur le revenu est modifié avec le PL 13194				
	Effectif	Effectif	En %	Impact du PL 13194, en franc		Impôt initial, en franc	Variation, en %
				Total	Moyenne	Moyenne	Moyenne
Impact selon la composition familiale							
Personnes seules	195'698	81'061	41.4%	- 5'026'887	- 62	11'008	- 0.6%
Familles monoparentales	46'314	25'295	54.6%	- 1'909'310	- 75	8'815	- 0.9%
Couples sans enfant	47'419	29'624	62.5%	- 3'309'351	- 112	17'670	- 0.6%
Couples avec enfant(s)	50'823	34'825	68.5%	- 5'558'003	- 160	23'703	- 0.7%
Total	340'254	170'805	50.2%	- 15'803'550	- 93	14'427	- 0.6%
Impact selon la source de revenu							
Activité dépendante	171'673	110'621	64.4%	- 10'534'437	- 95	13'717	- 0.7%
Activité indépendante	20'786	10'606	51.0%	- 1'235'765	- 117	33'207	- 0.4%
Rentes	89'845	49'067	54.6%	- 3'980'355	- 81	11'803	- 0.7%
Autres (sans activité ni rente)	57'950	511	0.9%	- 52'993	- 104	30'393	- 0.3%
Total	340'254	170'805	50.2%	- 15'803'550	- 93	14'427	- 0.6%
Impact selon le type de barème							
Sans splitting	209'648	89'204	42.5%	- 5'542'264	- 62	10'739	- 0.6%
Avec splitting	130'606	81'601	62.5%	- 10'261'287	- 126	18'459	- 0.7%
Total	340'254	170'805	50.2%	- 15'803'550	- 93	14'427	- 0.6%

Projet de loi modifiant la loi sur l'imposition des personnes physiques (LIPP) (D 3 08)

PL 13194

Déduction totale des frais de maladie et d'accident

Art. 32, let. b : Sont déduits du revenu :

Loi actuelle

les frais provoqués par la maladie et les accidents du contribuable ou d'une personne à sa charge, lorsque le contribuable supporte lui-même ces frais et que ceux-ci excèdent 0.5% des revenus imposables diminués des déductions prévues aux articles 29 à 36B de la présente loi (avant déduction des frais eux-mêmes)

PL 13194

les frais provoqués par la maladie et les accidents du contribuable ou d'une personne à sa charge, lorsque le contribuable supporte lui-même ces frais

Source : Administration fiscale cantonale

Date de mise à jour des données : fin janvier 2025

Date de mise à jour du document : 24.02.2025

S:\UO5397\14_econometres\Simulations\2025_04\Resultats\2023\

PL_13194.xlsx\Synthèse

Impact de la simulation

Ensemble des contribuables imposés selon le barème ordinaire

PL 13194

Année fiscale 2023

Impact de la simulation, par tranche de revenu brut

	Contribuables	Contribuables dont l'impôt cantonal sur le revenu est modifié avec le PL 13194					
				Impact du PL 13194, en franc		Impôt initial, en franc	Variation, en %
		Effectif	Effectif	En %	Total	Moyenne	Moyenne
Ensemble des contribuables							
Sans revenu brut	24'852	0	-	0	0	0	///
1 à 10'000	26'114	1	0.0%	-4	-4	910	-0.5%
10'001 à 20'000	19'179	2	0.0%	-20	-10	24	-42.7%
20'001 à 30'000	21'136	908	4.3%	-9'727	-11	220	-4.9%
30'001 à 40'000	19'456	4'762	24.5%	-74'697	-16	582	-2.7%
40'001 à 50'000	18'362	8'707	47.4%	-202'279	-23	1'176	-2.0%
50'001 à 60'000	19'566	10'622	54.3%	-340'527	-32	2'189	-1.5%
60'001 à 70'000	19'800	11'675	59.0%	-467'808	-40	3'205	-1.3%
70'001 à 80'000	20'205	13'444	66.5%	-611'629	-45	4'031	-1.1%
80'001 à 90'000	18'437	13'088	71.0%	-666'039	-51	4'804	-1.1%
90'001 à 100'000	16'249	12'136	74.7%	-689'676	-57	5'577	-1.0%
100'001 à 120'000	26'496	20'812	78.5%	-1'381'537	-66	6'768	-1.0%
120'001 à 140'000	19'300	15'585	80.8%	-1'246'185	-80	8'439	-0.9%
140'001 à 160'000	14'487	11'838	81.7%	-1'108'110	-94	10'305	-0.9%
160'001 à 180'000	10'729	8'951	83.4%	-956'084	-107	12'144	-0.9%
180'001 à 200'000	7'863	6'554	83.4%	-783'806	-120	14'030	-0.9%
200'001 à 240'000	11'011	9'372	85.1%	-1'281'127	-137	17'171	-0.8%
240'001 à 280'000	7'105	6'046	85.1%	-971'662	-161	21'604	-0.7%
280'001 à 320'000	4'646	3'907	84.1%	-723'555	-185	26'204	-0.7%
320'001 à 360'000	3'154	2'630	83.4%	-544'180	-207	30'905	-0.7%
360'001 à 400'000	2'325	1'951	83.9%	-452'845	-232	36'082	-0.6%
400'001 à 600'000	5'115	4'248	83.0%	-1'247'132	-294	48'739	-0.6%
600'001 à 800'000	1'986	1'586	79.9%	-648'155	-409	76'326	-0.5%
800'001 à 1'000'000	965	754	78.1%	-398'436	-528	104'444	-0.5%
1'000'001 à 2'000'000	1'164	843	72.4%	-587'333	-697	165'609	-0.4%
Plus de 2'000'000	552	383	69.4%	-410'996	-1'073	1'353'784	-0.1%
Total	340'254	170'805	50.2%	-15'803'550	-93	14'427	-0.6%

Source : Administration fiscale cantonale

Date de mise à jour des données : fin janvier 2025

Impact de la simulation

Contribuables sans impôt cantonal sur le revenu

PL 13194

Année fiscale 2023

Impact de la simulation, par tranche de revenu brut

Ensemble des contribuables imposés selon le barème ordinaire

	Contribuables		Contribuables sans impôt cantonal sur le revenu			
	Effectif	Effectif	Situation actuelle		avec le PL 13194	
			Effectif	En %	Effectif	En %
Ensemble des contribuables						
Sans revenu brut	24'852	24'852	100.0%	■	24'852	100.0%
1 à 10000	26'114	25'839	98.9%	■	25'839	98.9%
10'001 à 20000	19'179	17'828	93.0%	■	17'828	93.0%
20'001 à 30000	21'136	16'157	76.4%	▲	16'190	76.6%
30'001 à 40000	19'456	10'945	56.3%	▲	11'035	56.7%
40'001 à 50000	18'362	6'042	32.9%	▲	6'080	33.1%
50'001 à 60000	19'566	5'448	27.8%	▲	5'475	28.0%
60'001 à 70000	19'800	4'593	23.2%	▲	4'653	23.5%
70'001 à 80000	20'205	3'250	16.1%	▲	3'298	16.3%
80'001 à 90000	18'437	2'208	12.0%	▲	2'235	12.1%
90'001 à 100000	16'249	1'506	9.3%	▲	1'531	9.4%
100'001 à 120000	26'496	1'704	6.4%	▲	1'739	6.6%
120'001 à 140000	19'300	842	4.4%	▲	855	4.4%
140'001 à 160000	14'487	511	3.5%	▲	513	3.5%
160'001 à 180000	10'729	324	3.0%	▲	326	3.0%
180'001 à 200000	7'863	245	3.1%	▲	246	3.1%
200'001 à 240000	11'011	318	2.9%	▲	319	2.9%
240'001 à 280000	7'105	198	2.8%	▲	201	2.8%
280'001 à 320000	4'646	121	2.6%	▲	124	2.7%
320'001 à 360000	3'154	106	3.4%	■	106	3.4%
360'001 à 400000	2'325	77	3.3%	■	77	3.3%
400'001 à 600000	5'115	160	3.1%	▲	161	3.1%
600'001 à 800000	1'986	80	4.0%	▲	82	4.1%
800'001 à 1000000	965	42	4.4%	■	42	4.4%
1'000'001 à 2'000'000	1'164	63	5.4%	■	63	5.4%
Plus de 2'000'000	552	30	5.4%	▲	31	5.6%
Total	340'254	123'489	36.3%	▲	123'901	36.4%

Source : Administration fiscale cantonale

Date de mise à jour des données : fin janvier 2025

Impact de la simulation selon la composition familiale

Personnes seules

PL 13194

Année fiscale 2023

Impact de la simulation, par tranche de revenu brut

	Contribuables	Contribuables dont l'impôt cantonal sur le revenu est modifié avec le PL 13194					
				Impact du PL 13194, en franc		Impôt initial, en franc	Variation, en %
		Effectif	Effectif	En %	Total	Moyenne	Moyenne
Ensemble des contribuables							
Sans revenu brut	21'722	0	-	0	0	0	///
1 à 10'000	23'340	0	-	0	0	0	///
10'001 à 20'000	16'319	2	0.0%	- 20	- 10	24	- 42.7%
20'001 à 30'000	17'976	898	5.0%	- 9'616	- 11	219	- 4.9%
30'001 à 40'000	15'545	4'647	29.9%	- 73'031	- 16	585	- 2.7%
40'001 à 50'000	13'233	8'285	62.6%	- 193'523	- 23	1'195	- 2.0%
50'001 à 60'000	13'143	9'564	72.8%	- 313'293	- 33	2'304	- 1.4%
60'001 à 70'000	12'328	9'327	75.7%	- 398'146	- 43	3'690	- 1.2%
70'001 à 80'000	11'584	9'046	78.1%	- 460'691	- 51	5'228	- 1.0%
80'001 à 90'000	9'738	7'676	78.8%	- 443'420	- 58	6'683	- 0.9%
90'001 à 100'000	7'837	6'217	79.3%	- 402'662	- 65	8'167	- 0.8%
100'001 à 120'000	11'473	9'134	79.6%	- 677'644	- 74	10'124	- 0.7%
120'001 à 140'000	6'928	5'335	77.0%	- 462'569	- 87	12'911	- 0.7%
140'001 à 160'000	4'438	3'370	75.9%	- 332'899	- 99	15'660	- 0.6%
160'001 à 180'000	2'722	2'096	77.0%	- 230'461	- 110	17'997	- 0.6%
180'001 à 200'000	1'594	1'194	74.9%	- 144'703	- 121	20'462	- 0.6%
200'001 à 240'000	1'951	1'498	76.8%	- 206'163	- 138	24'089	- 0.6%
240'001 à 280'000	1'060	788	74.3%	- 124'920	- 159	29'201	- 0.5%
280'001 à 320'000	622	472	75.9%	- 86'553	- 183	33'991	- 0.5%
320'001 à 360'000	422	303	71.8%	- 63'208	- 209	39'538	- 0.5%
360'001 à 400'000	309	222	71.8%	- 51'930	- 234	46'872	- 0.5%
400'001 à 600'000	752	545	72.5%	- 146'360	- 269	56'576	- 0.5%
600'001 à 800'000	277	198	71.5%	- 68'976	- 348	88'178	- 0.4%
800'001 à 1'000'000	130	77	59.2%	- 32'097	- 417	108'862	- 0.4%
1'000'001 à 2'000'000	167	116	69.5%	- 56'153	- 484	187'830	- 0.3%
Plus de 2'000'000	88	51	58.0%	- 47'847	- 938	4'340'958	- 0.0%
Total	195'698	81'061	41.4%	- 5'026'887	- 62	11'008	- 0.6%

Source : Administration fiscale cantonale

Date de mise à jour des données : fin janvier 2025

Impact de la simulation selon la composition familiale

Familles monoparentales

PL 13194

Année fiscale 2023

Impact de la simulation, par tranche de revenu brut

	Contribuables		Contribuables dont l'impôt cantonal sur le revenu est modifié avec le PL 13194				
	Effectif	Effectif	En %	Impact du PL 13194, en franc		Impôt initial, en franc	Variation, en %
				Total	Moyenne	Moyenne	Moyenne
Ensemble des contribuables							
Sans revenu brut	1'011	0	-	0	0	0	///
1 à 10'000	1'402	0	-	0	0	0	///
10'001 à 20'000	1'328	0	-	0	0	0	///
20'001 à 30'000	1'467	5	0.3%	- 52	- 10	82	- 12.5%
30'001 à 40'000	1'912	95	5.0%	- 1'322	- 14	376	- 3.7%
40'001 à 50'000	2'266	374	16.5%	- 7'841	- 21	790	- 2.7%
50'001 à 60'000	2'851	767	26.9%	- 20'727	- 27	1'357	- 2.0%
60'001 à 70'000	3'462	1'416	40.9%	- 45'702	- 32	1'698	- 1.9%
70'001 à 80'000	4'100	2'325	56.7%	- 84'911	- 37	2'006	- 1.8%
80'001 à 90'000	4'097	2'700	65.9%	- 114'689	- 42	2'501	- 1.7%
90'001 à 100'000	3'722	2'722	73.1%	- 134'083	- 49	3'190	- 1.5%
100'001 à 120'000	6'002	4'670	77.8%	- 285'948	- 61	4'546	- 1.3%
120'001 à 140'000	3'949	3'153	79.8%	- 241'515	- 77	6'779	- 1.1%
140'001 à 160'000	2'652	2'076	78.3%	- 187'189	- 90	9'067	- 1.0%
160'001 à 180'000	1'680	1'345	80.1%	- 140'870	- 105	11'437	- 0.9%
180'001 à 200'000	992	832	83.9%	- 97'814	- 118	13'910	- 0.8%
200'001 à 240'000	1'165	980	84.1%	- 128'684	- 131	17'140	- 0.8%
240'001 à 280'000	676	557	82.4%	- 87'591	- 157	22'668	- 0.7%
280'001 à 320'000	430	347	80.7%	- 61'151	- 176	26'455	- 0.7%
320'001 à 360'000	243	197	81.1%	- 39'722	- 202	32'994	- 0.6%
360'001 à 400'000	186	157	84.4%	- 33'519	- 213	35'832	- 0.6%
400'001 à 600'000	378	311	82.3%	- 82'013	- 264	51'060	- 0.5%
600'001 à 800'000	162	128	79.0%	- 41'952	- 328	77'175	- 0.4%
800'001 à 1'000'000	75	66	88.0%	- 31'790	- 482	111'152	- 0.4%
1'000'001 à 2'000'000	74	47	63.5%	- 25'935	- 552	183'156	- 0.3%
Plus de 2'000'000	32	25	78.1%	- 14'290	- 572	731'108	- 0.1%
Total	46'314	25'295	54.6%	- 1'909'310	- 75	8'815	- 0.9%

Source : Administration fiscale cantonale

Date de mise à jour des données : fin janvier 2025

Impact de la simulation selon la composition familiale

Couples sans enfant

PL 13194

Année fiscale 2023

Impact de la simulation, par tranche de revenu brut

	Contribuables	Contribuables dont l'impôt cantonal sur le revenu est modifié avec le PL 13194						
		Effectif	Effectif	En %	Impact du PL 13194, en franc		Impôt initial, en franc	Variation, en %
					Total	Moyenne	Moyenne	Moyenne
Ensemble des contribuables								
Sans revenu brut	1'358	0	-	0	0	0	///	
1 à 10'000	791	0	-	0	0	0	///	
10'001 à 20'000	995	0	-	0	0	0	///	
20'001 à 30'000	1'167	5	0.4%	- 59	- 12	420	-2.8%	
30'001 à 40'000	1'443	18	1.2%	- 324	- 18	791	-2.3%	
40'001 à 50'000	2'105	46	2.2%	- 893	- 19	905	-2.1%	
50'001 à 60'000	2'519	277	11.0%	- 6'169	- 22	593	-3.8%	
60'001 à 70'000	2'641	877	33.2%	- 22'489	- 26	653	-3.9%	
70'001 à 80'000	2'916	1'807	62.0%	- 58'341	- 32	1'146	-2.8%	
80'001 à 90'000	2'815	2'148	76.3%	- 88'745	- 41	1'997	-2.1%	
90'001 à 100'000	2'689	2'207	82.1%	- 113'687	- 52	3'149	-1.6%	
100'001 à 120'000	5'006	4'232	84.5%	- 273'690	- 65	4'919	-1.3%	
120'001 à 140'000	4'132	3'582	86.7%	- 296'471	- 83	7'597	-1.1%	
140'001 à 160'000	3'331	2'900	87.1%	- 280'750	- 97	10'065	-1.0%	
160'001 à 180'000	2'614	2'301	88.0%	- 249'824	- 109	12'428	-0.9%	
180'001 à 200'000	2'057	1'774	86.2%	- 216'535	- 122	14'955	-0.8%	
200'001 à 240'000	2'803	2'453	87.5%	- 339'395	- 138	18'403	-0.8%	
240'001 à 280'000	1'666	1'452	87.2%	- 237'641	- 164	23'218	-0.7%	
280'001 à 320'000	1'045	878	84.0%	- 167'033	- 190	28'267	-0.7%	
320'001 à 360'000	694	591	85.2%	- 124'175	- 210	32'396	-0.6%	
360'001 à 400'000	502	421	83.9%	- 98'063	- 233	37'203	-0.6%	
400'001 à 600'000	1'039	860	82.8%	- 251'156	- 292	48'671	-0.6%	
600'001 à 800'000	452	356	78.8%	- 147'884	- 415	75'230	-0.6%	
800'001 à 1'000'000	228	174	76.3%	- 92'697	- 533	106'614	-0.5%	
1'000'001 à 2'000'000	266	175	65.8%	- 127'875	- 731	158'290	-0.5%	
Plus de 2'000'000	145	90	62.1%	- 115'457	- 1'283	1'373'705	-0.1%	
Total	47'419	29'624	62.5%	- 3'309'351	- 112	17'670	- 0.6%	

Source : Administration fiscale cantonale

Date de mise à jour des données : fin janvier 2025

Impact de la simulation selon la composition familiale

Couples avec enfant(s)

PL 13194

Année fiscale 2023

Impact de la simulation, par tranche de revenu brut

	Contribuables		Contribuables dont l'impôt cantonal sur le revenu est modifié avec le PL 13194				
	Effectif	En %	Impact du PL 13194, en franc		Impôt initial, en franc	Variation, en %	
			Total	Moyenne	Moyenne	Moyenne	
Ensemble des contribuables							
Sans revenu brut	761	0	0	0	0	///	
1 à 10'000	581	1 0.2%	-4	-4	910	-0.5%	
10'001 à 20'000	537	0	0	0	0	///	
20'001 à 30'000	526	0	0	0	0	///	
30'001 à 40'000	556	2 0.4%	-20	-10	129	-7.7%	
40'001 à 50'000	758	2 0.3%	-23	-11	485	-2.3%	
50'001 à 60'000	1'053	14 1.3%	-338	-24	611	-3.9%	
60'001 à 70'000	1'369	55 4.0%	-1'471	-27	486	-5.5%	
70'001 à 80'000	1'605	266 16.6%	-7'686	-29	612	-4.7%	
80'001 à 90'000	1'787	564 31.6%	-19'185	-34	943	-3.6%	
90'001 à 100'000	2'001	990 49.5%	-39'244	-40	1'294	-3.1%	
100'001 à 120'000	4'015	2'776 69.1%	-144'255	-52	2'279	-2.3%	
120'001 à 140'000	4'291	3'515 81.9%	-245'629	-70	3'997	-1.7%	
140'001 à 160'000	4'066	3'492 85.9%	-307'272	-88	6'074	-1.4%	
160'001 à 180'000	3'713	3'209 86.4%	-334'929	-104	8'414	-1.2%	
180'001 à 200'000	3'220	2'754 85.5%	-324'754	-118	10'681	-1.1%	
200'001 à 240'000	5'092	4'441 87.2%	-606'885	-137	14'163	-1.0%	
240'001 à 280'000	3'703	3'249 87.7%	-521'510	-161	18'858	-0.9%	
280'001 à 320'000	2'549	2'210 86.7%	-408'818	-185	23'682	-0.8%	
320'001 à 360'000	1'795	1'539 85.7%	-317'075	-206	28'366	-0.7%	
360'001 à 400'000	1'328	1'151 86.7%	-269'334	-234	33'626	-0.7%	
400'001 à 600'000	2'946	2'532 85.9%	-767'603	-303	46'790	-0.6%	
600'001 à 800'000	1'095	904 82.6%	-389'343	-431	74'042	-0.6%	
800'001 à 1'000'000	532	437 82.1%	-241'852	-553	101'788	-0.5%	
1'000'001 à 2'000'000	657	505 76.9%	-377'371	-747	161'407	-0.5%	
Plus de 2'000'000	287	217 75.6%	-233'403	-1'076	715'204	-0.2%	
Total	50'823	34'825 68.5%	-5'558'003	-160	23'703	-0.7%	

Source : Administration fiscale cantonale

Date de mise à jour des données : fin janvier 2025

Impact de la simulation selon la source de revenu

Salariés

PL 13194

Année fiscale 2023

Impact de la simulation, par tranche de revenu brut

	Contribuables		Contribuables dont l'impôt cantonal sur le revenu est modifié avec le PL 13194				
	Effectif	Effectif	Impact du PL 13194, en franc		Impôt initial, en franc	Variation, en %	
			Total	Moyenne	Moyenne		
Ensemble des contribuables							
Sans revenu brut	0	0	///	0	0	0	///
1 à 10'000	10'013	0	-	0	0	0	///
10'001 à 20'000	7'721	1	0.0%	- 10	- 10	14	- 68.2%
20'001 à 30'000	5'723	652	11.4%	- 6'837	- 10	199	- 5.3%
30'001 à 40'000	6'119	3'066	50.1%	- 47'074	- 15	668	- 2.3%
40'001 à 50'000	6'905	3'930	56.9%	- 94'860	- 24	1'624	- 1.5%
50'001 à 60'000	9'280	5'654	60.9%	- 182'819	- 32	2'618	- 1.2%
60'001 à 70'000	10'724	6'754	63.0%	- 267'118	- 40	3'545	- 1.1%
70'001 à 80'000	12'175	8'340	68.5%	- 376'989	- 45	4'356	- 1.0%
80'001 à 90'000	11'821	8'444	71.4%	- 426'659	- 51	5'065	- 1.0%
90'001 à 100'000	10'666	7'969	74.7%	- 446'258	- 56	5'754	- 1.0%
100'001 à 120'000	17'872	13'998	78.3%	- 918'293	- 66	6'932	- 0.9%
120'001 à 140'000	13'116	10'547	80.4%	- 829'051	- 79	8'452	- 0.9%
140'001 à 160'000	10'035	8'180	81.5%	- 757'151	- 93	10'291	- 0.9%
160'001 à 180'000	7'441	6'146	82.6%	- 653'694	- 106	12'060	- 0.9%
180'001 à 200'000	5'545	4'627	83.4%	- 553'302	- 120	13'851	- 0.9%
200'001 à 240'000	7'803	6'658	85.3%	- 911'210	- 137	17'084	- 0.8%
240'001 à 280'000	5'126	4'393	85.7%	- 707'110	- 161	21'645	- 0.7%
280'001 à 320'000	3'364	2'842	84.5%	- 527'693	- 186	26'357	- 0.7%
320'001 à 360'000	2'238	1'870	83.6%	- 384'073	- 205	30'896	- 0.7%
360'001 à 400'000	1'662	1'393	83.8%	- 322'119	- 231	36'128	- 0.6%
400'001 à 600'000	3'469	2'912	83.9%	- 865'101	- 297	49'633	- 0.6%
600'001 à 800'000	1'258	1'020	81.1%	- 417'684	- 409	77'459	- 0.5%
800'001 à 1'000'000	594	473	79.6%	- 257'621	- 545	107'298	- 0.5%
1'000'001 à 2'000'000	678	508	74.9%	- 352'619	- 694	171'562	- 0.4%
Plus de 2'000'000	325	244	75.1%	- 229'096	- 939	750'955	- 0.1%
Total	171'673	110'621	64.4%	- 10'534'437	- 95	13'717	- 0.7%

Source : Administration fiscale cantonale

Date de mise à jour des données : fin janvier 2025

Impact de la simulation selon la source de revenu

Indépendants

PL 13194

Année fiscale 2023

Impact de la simulation, par tranche de revenu brut

	Contribuables		Contribuables dont l'impôt cantonal sur le revenu est modifié avec le PL 13194				
	Effectif		Impact du PL 13194, en franc		Impôt initial, en franc	Variation, en %	
			Effectif	En %	Total	Moyenne	Moyenne
Ensemble des contribuables							
Sans revenu brut	104	0	-	0	0	0	///
1 à 10'000	665	0	-	0	0	0	///
10'001 à 20'000	1'050	0	-	0	0	0	///
20'001 à 30'000	1'927	144	7.5%	- 1'539	- 11	239	- 4.5%
30'001 à 40'000	1'606	466	29.0%	- 7'357	- 16	718	- 2.2%
40'001 à 50'000	1'402	473	33.7%	- 10'641	- 22	1'431	- 1.6%
50'001 à 60'000	1'246	438	35.2%	- 12'773	- 29	2'189	- 1.3%
60'001 à 70'000	1'207	490	40.6%	- 17'314	- 35	2'886	- 1.2%
70'001 à 80'000	1'057	492	46.5%	- 19'907	- 40	3'418	- 1.2%
80'001 à 90'000	920	493	53.6%	- 21'360	- 43	3'790	- 1.1%
90'001 à 100'000	794	478	60.2%	- 23'158	- 48	4'186	- 1.2%
100'001 à 120'000	1'402	997	71.1%	- 57'431	- 58	4'820	- 1.2%
120'001 à 140'000	1'153	878	76.1%	- 63'108	- 72	6'518	- 1.1%
140'001 à 160'000	950	735	77.4%	- 63'612	- 87	7'996	- 1.1%
160'001 à 180'000	821	691	84.2%	- 67'955	- 98	9'686	- 1.0%
180'001 à 200'000	587	479	81.6%	- 52'450	- 109	11'709	- 0.9%
200'001 à 240'000	962	815	84.7%	- 106'308	- 130	15'068	- 0.9%
240'001 à 280'000	672	583	86.8%	- 90'566	- 155	19'387	- 0.8%
280'001 à 320'000	445	384	86.3%	- 67'826	- 177	23'333	- 0.8%
320'001 à 360'000	318	273	85.8%	- 55'091	- 202	27'931	- 0.7%
360'001 à 400'000	250	225	90.0%	- 50'425	- 224	33'332	- 0.7%
400'001 à 600'000	620	554	89.4%	- 156'494	- 282	45'009	- 0.6%
600'001 à 800'000	277	234	84.5%	- 96'610	- 413	73'831	- 0.6%
800'001 à 1'000'000	130	114	87.7%	- 54'317	- 476	96'323	- 0.5%
1'000'001 à 2'000'000	159	126	79.2%	- 92'212	- 732	152'679	- 0.5%
Plus de 2'000'000	62	44	71.0%	- 47'311	- 1'075	4'418'502	- 0.0%
Total	20'786	10'606	51.0%	- 1'235'765	- 117	33'207	- 0.4%

Source : Administration fiscale cantonale

Date de mise à jour des données : fin janvier 2025

Impact de la simulation selon la source de revenu

Rentiers

PL 13194

Année fiscale 2023

Impact de la simulation, par tranche de revenu brut

	Contribuables		Contribuables dont l'impôt cantonal sur le revenu est modifié avec le PL 13194				
	Effectif		Impact du PL 13194, en franc		Impôt initial, en franc	Variation, en %	
			Total	Moyenne	Moyenne	Moyenne	
Ensemble des contribuables							
Sans revenu brut	1	0	-	0	0	0	///
1 à 10'000	1'516	0	-	0	0	0	///
10'001 à 20'000	4761	1	0.0%	- 10	- 10	33	- 31.4%
20'001 à 30'000	10'491	96	0.9%	- 1'194	- 12	306	- 4.1%
30'001 à 40'000	9'656	1'194	12.4%	- 19'715	- 17	303	- 5.5%
40'001 à 50'000	8'354	4'272	51.1%	- 96'166	- 23	736	- 3.1%
50'001 à 60'000	7'661	4'491	58.6%	- 143'857	- 32	1'649	- 1.9%
60'001 à 70'000	6'895	4'406	63.9%	- 182'517	- 41	2'721	- 1.5%
70'001 à 80'000	6'170	4'590	74.4%	- 214'018	- 47	3'513	- 1.3%
80'001 à 90'000	5'082	4'127	81.2%	- 217'200	- 53	4'399	- 1.2%
90'001 à 100'000	4'337	3'662	84.4%	- 218'965	- 60	5'384	- 1.1%
100'001 à 120'000	6'616	5'777	87.3%	- 403'849	- 70	6'719	- 1.0%
120'001 à 140'000	4'617	4'132	89.5%	- 352'312	- 85	8'826	- 1.0%
140'001 à 160'000	3'207	2'896	90.3%	- 285'628	- 99	10'972	- 0.9%
160'001 à 180'000	2'286	2'090	91.4%	- 232'084	- 111	13'174	- 0.8%
180'001 à 200'000	1'582	1'431	90.5%	- 176'609	- 123	15'430	- 0.8%
200'001 à 240'000	2'053	1'874	91.3%	- 260'718	- 139	18'375	- 0.8%
240'001 à 280'000	1'171	1'053	89.9%	- 171'711	- 163	22'707	- 0.7%
280'001 à 320'000	756	669	88.5%	- 125'904	- 188	27'165	- 0.7%
320'001 à 360'000	528	476	90.2%	- 103'745	- 218	32'885	- 0.7%
360'001 à 400'000	366	322	88.0%	- 78'230	- 243	38'185	- 0.6%
400'001 à 600'000	853	748	87.7%	- 216'986	- 290	48'184	- 0.6%
600'001 à 800'000	356	315	88.5%	- 127'788	- 406	75'013	- 0.5%
800'001 à 1'000'000	179	158	88.3%	- 83'073	- 526	102'734	- 0.5%
1'000'001 à 2'000'000	232	198	85.3%	- 138'123	- 698	162'746	- 0.4%
Plus de 2'000'000	119	89	74.8%	- 129'953	- 1'460	1'493'695	- 0.1%
Total	89'845	49'067	54.6%	- 3'980'355	- 81	11'803	- 0.7%

Source : Administration fiscale cantonale

Date de mise à jour des données : fin janvier 2025

Impact de la simulation selon la source de revenu

Autres

PL 13194

Année fiscale 2023

Impact de la simulation, par tranche de revenu brut

	Contribuables		Contribuables dont l'impôt cantonal sur le revenu est modifié avec le PL 13194				
	Effectif		Impact du PL 13194, en franc		Impôt initial, en franc	Variation, en %	
			Total	Moyenne	Moyenne	Moyenne	
Ensemble des contribuables							
Sans revenu brut	24'747	0	-	0	0	0	///
1 à 10'000	13'920	1	0.0%	-4	-4	910	-0.5%
10'001 à 20'000	5'647	0	-	0	0	0	///
20'001 à 30'000	2'995	16	0.5%	-156	-10	357	-2.7%
30'001 à 40'000	2'075	36	1.7%	-552	-15	745	-2.1%
40'001 à 50'000	1'701	32	1.9%	-613	-19	1'135	-1.7%
50'001 à 60'000	1'379	39	2.8%	-1'078	-28	2'188	-1.3%
60'001 à 70'000	974	25	2.6%	-860	-34	2'879	-1.2%
70'001 à 80'000	803	22	2.7%	-715	-33	2'413	-1.3%
80'001 à 90'000	614	24	3.9%	-821	-34	3'372	-1.0%
90'001 à 100'000	452	27	6.0%	-1'295	-48	4'519	-1.1%
100'001 à 120'000	606	40	6.6%	-1'963	-49	4'641	-1.1%
120'001 à 140'000	414	28	6.8%	-1'715	-61	6'499	-0.9%
140'001 à 160'000	295	27	9.2%	-1'719	-64	6'157	-1.0%
160'001 à 180'000	181	24	13.3%	-2'350	-98	14'618	-0.7%
180'001 à 200'000	149	17	11.4%	-1'445	-85	10'309	-0.8%
200'001 à 240'000	193	25	13.0%	-2'890	-116	18'565	-0.6%
240'001 à 280'000	136	17	12.5%	-2'275	-134	18'696	-0.7%
280'001 à 320'000	81	12	14.8%	-2'132	-178	28'100	-0.6%
320'001 à 360'000	70	11	15.7%	-1'272	-116	20'597	-0.6%
360'001 à 400'000	47	11	23.4%	-2'071	-188	25'038	-0.8%
400'001 à 600'000	173	34	19.7%	-8'550	-251	45'158	-0.6%
600'001 à 800'000	95	17	17.9%	-6'074	-357	67'019	-0.5%
800'001 à 1'000'000	62	9	14.5%	-3'426	-381	87'266	-0.4%
1'000'001 à 2'000'000	95	11	11.6%	-4'379	-398	90'309	-0.4%
Plus de 2'000'000	46	6	13.0%	-4'638	-773	1'318'867	-0.1%
Total	57'950	511	0.9%	-52'993	-104	30'393	-0.3%

Source : Administration fiscale cantonale

Date de mise à jour des données : fin janvier 2025

Impact de la simulation selon le type de barème

Sans splitting

PL 13194

Année fiscale 2023

Impact de la simulation, par tranche de revenu brut

	Contribuables	Contribuables dont l'impôt cantonal sur le revenu est modifié avec le PL 13194					
		Effectif	Impact du PL 13194, en franc		Impôt initial, en franc		Variation, en %
			Effectif	En %	Total	Moyenne	Moyenne
Ensemble des contribuables							
Sans revenu brut	22'106	0	-	0	0	0	///
1 à 10'000	23'903	0	-	0	0	0	///
10'001 à 20'000	16'828	2	0.0%	- 20	- 10	24	- 42.7%
20'001 à 30'000	18'688	908	4.9%	- 9'727	- 11	220	- 4.9%
30'001 à 40'000	16'343	4'761	29.1%	- 74'636	- 16	581	- 2.7%
40'001 à 50'000	14'167	8'683	61.3%	- 201'860	- 23	1'178	- 2.0%
50'001 à 60'000	14'268	10'305	72.2%	- 333'583	- 32	2'244	- 1.4%
60'001 à 70'000	13'641	10'266	75.3%	- 432'147	- 42	3'573	- 1.2%
70'001 à 80'000	12'983	10'109	77.9%	- 507'357	- 50	5'042	- 1.0%
80'001 à 90'000	10'952	8'600	78.5%	- 492'449	- 57	6'473	- 0.9%
90'001 à 100'000	8'779	6'962	79.3%	- 446'288	- 64	7'933	- 0.8%
100'001 à 120'000	12'894	10'250	79.5%	- 755'084	- 74	9'888	- 0.7%
120'001 à 140'000	7'846	6'074	77.4%	- 523'554	- 86	12'635	- 0.7%
140'001 à 160'000	5'029	3'826	76.1%	- 375'428	- 98	15'354	- 0.6%
160'001 à 180'000	3'067	2'366	77.1%	- 258'811	- 109	17'704	- 0.6%
180'001 à 200'000	1'791	1'360	75.9%	- 164'780	- 121	20'223	- 0.6%
200'001 à 240'000	2'181	1'685	77.3%	- 230'288	- 137	23'780	- 0.6%
240'001 à 280'000	1'177	881	74.9%	- 139'411	- 158	29'059	- 0.5%
280'001 à 320'000	697	529	75.9%	- 96'507	- 182	33'812	- 0.5%
320'001 à 360'000	443	317	71.6%	- 66'003	- 208	39'421	- 0.5%
360'001 à 400'000	344	249	72.4%	- 57'433	- 231	46'277	- 0.5%
400'001 à 600'000	817	596	72.9%	- 159'715	- 268	56'505	- 0.5%
600'001 à 800'000	297	215	72.4%	- 74'024	- 344	89'103	- 0.4%
800'001 à 1'000'000	137	82	59.9%	- 33'156	- 404	107'719	- 0.4%
1'000'001 à 2'000'000	178	123	69.1%	- 58'528	- 476	182'999	- 0.3%
Plus de 2'000'000	92	55	59.8%	- 51'474	- 936	4'092'510	- 0.0%
Total	209'648	89'204	42.5%	- 5'542'264	- 62	10'739	- 0.6%

Source : Administration fiscale cantonale

Date de mise à jour des données : fin janvier 2025

Impact de la simulation selon le type de barème

Avec splitting

PL 13194

Année fiscale 2023

Impact de la simulation, par tranche de revenu brut

	Contribuables		Contribuables dont l'impôt cantonal sur le revenu est modifié avec le PL 13194				
	Effectif	Effectif	Impact du PL 13194, en franc		Impôt initial, en franc	Variation, en %	
			Total	Moyenne	Moyenne	Moyenne	
Ensemble des contribuables							
Sans revenu brut	2'746	0	-	0	0	0	///
1 à 10'000	2'211	1	0.0%	-4	-4	910	-0.5%
10'001 à 20'000	2'351	0	-	0	0	0	///
20'001 à 30'000	2'448	0	-	0	0	0	///
30'001 à 40'000	3'113	1	0.0%	-62	-62	5'053	-1.2%
40'001 à 50'000	4'195	24	0.6%	-419	-17	372	-4.7%
50'001 à 60'000	5'298	317	6.0%	-6'943	-22	394	-5.6%
60'001 à 70'000	6'159	1'409	22.9%	-35'661	-25	521	-4.9%
70'001 à 80'000	7'222	3'335	46.2%	-104'273	-31	966	-3.2%
80'001 à 90'000	7'485	4'488	60.0%	-173'590	-39	1'605	-2.4%
90'001 à 100'000	7'470	5'174	69.3%	-243'388	-47	2'408	-2.0%
100'001 à 120'000	13'602	10'562	77.7%	-626'452	-59	3'739	-1.6%
120'001 à 140'000	11'454	9'511	83.0%	-722'631	-76	5'759	-1.3%
140'001 à 160'000	9'458	8'012	84.7%	-732'682	-91	7'895	-1.2%
160'001 à 180'000	7'662	6'585	85.9%	-697'272	-106	10'146	-1.0%
180'001 à 200'000	6'072	5'194	85.5%	-619'026	-119	12'408	-1.0%
200'001 à 240'000	8'830	7'687	87.1%	-1'050'839	-137	15'722	-0.9%
240'001 à 280'000	5'928	5'165	87.1%	-832'251	-161	20'332	-0.8%
280'001 à 320'000	3'949	3'378	85.5%	-627'049	-186	25'012	-0.7%
320'001 à 360'000	2'711	2'313	85.3%	-478'177	-207	29'738	-0.7%
360'001 à 400'000	1'981	1'702	85.9%	-395'412	-232	34'591	-0.7%
400'001 à 600'000	4'298	3'652	85.0%	-1'087'416	-298	47'471	-0.6%
600'001 à 800'000	1'689	1'371	81.2%	-574'131	-419	74'322	-0.6%
800'001 à 1'000'000	828	672	81.2%	-365'280	-544	104'044	-0.5%
1'000'001 à 2'000'000	986	720	73.0%	-528'805	-734	162'638	-0.5%
Plus de 2'000'000	460	328	71.3%	-359'523	-1'096	894'546	-0.1%
Total	130'606	81'601	62.5%	-10'261'287	-126	18'459	-0.7%

Source : Administration fiscale cantonale

Date de mise à jour des données : fin janvier 2025

Synthèse de l'impact de la simulation

Demande d'amendement au PL 13194

Année fiscale 2023

Impact de la simulation

Ensemble des contribuables imposés selon le barème ordinaire

	Contribuables		Contribuables dont l'impôt cantonal sur le revenu est modifié avec le PL 13194 amendé				
	Effectif	Effectif	En %	Impact en franc		Impôt initial, en franc	Variation, en %
				Total	Moyenne	Moyenne	Moyenne
Impact selon la composition familiale							
Personnes seules	195'698	80'050	40.9%	- 3'927'818	- 49	8'207	- 0.6%
Familles monoparentales	46'314	24'853	53.7%	- 1'491'901	- 60	8'041	- 0.7%
Couples sans enfant	47'419	29'415	62.0%	- 2'588'690	- 88	14'389	- 0.6%
Couples avec enfant(s)	50'823	34'375	67.6%	- 4'312'454	- 125	21'261	- 0.6%
Total	340'254	168'693	49.6%	- 12'320'863	- 73	11'921	- 0.6%

Impact selon la source de revenu

Activité dépendante	171'673	108'889	63.4%	- 8'209'651	- 75	12'535	- 0.6%
Activité indépendante	20'786	10'456	50.3%	- 954'664	- 91	15'887	- 0.6%
Rentes	89'845	48'850	54.4%	- 3'117'494	- 64	9'659	- 0.7%
Autres (sans activité ni rente)	57'950	498	0.9%	- 39'055	- 78	16'130	- 0.5%
Total	340'254	168'693	49.6%	- 12'320'863	- 73	11'921	- 0.6%

Impact selon le type de barème

Sans splitting	209'648	88'073	42.0%	- 4'332'507	- 49	8'152	- 0.6%
Avec splitting	130'606	80'620	61.7%	- 7'988'356	- 99	16'038	- 0.6%
Total	340'254	168'693	49.6%	- 12'320'863	- 73	11'921	- 0.6%

Projet de loi modifiant la loi sur l'imposition des personnes physiques (LIPP) (D 3 08)

PL 13194

Déduction totale des frais de maladie et d'accident

Demande d'amendement de Christo Ivanov

Art. 32, let. b : Sont déduits du revenu :

Loi actuelle

les frais provoqués par la maladie et les accidents du contribuable ou d'une personne à sa charge, lorsque le contribuable supporte lui-même ces frais et que ceux-ci excèdent 0.5% des revenus imposables diminués des déductions prévues aux articles 29 à 36B de la présente loi (avant déduction des frais eux-mêmes)

Demande d'amendement au PL 13194

les frais provoqués par la maladie et les accidents du contribuable ou d'une personne à sa charge, lorsque le contribuable supporte lui-même ces frais et que ceux-ci excèdent 0.1% des revenus imposables diminués des déductions prévues aux articles 29 à 36B de la présente loi (avant déduction des frais eux-mêmes)

Source : Administration fiscale cantonale

Date de mise à jour des données : fin janvier 2025

Date de mise à jour du document : 21.02.2025

Impact de la simulation

Ensemble des contribuables imposés selon le barème ordinaire

Demande d'amendement au PL 13194

Année fiscale 2023

Impact de la simulation, par tranche de revenu brut

	Contribuables	Contribuables dont l'impôt cantonal sur le revenu est modifié avec le PL 13194 amendé						
		Effectif	Effectif	En %	Impact en franc		Impôt initial, en franc	Variation, en %
					Total	Moyenne	Moyenne	Moyenne
Ensemble des contribuables								
Sans revenu brut	24'852	0	-	0	0	0	///	
1 à 10'000	26'114	1	0.0%	-4	-4	910	-0.4%	
10'001 à 20'000	19'179	2	0.0%	-16	-8	24	-34.1%	
20'001 à 30'000	21'136	900	4.3%	-7780	-9	220	-3.9%	
30'001 à 40'000	19'456	4735	24.3%	-59'629	-13	580	-2.2%	
40'001 à 50'000	18'362	8'657	47.1%	-161'379	-19	1'174	-1.6%	
50'001 à 60'000	19'566	10'547	53.9%	-271'250	-26	2'186	-1.2%	
60'001 à 70'000	19'800	11'595	58.6%	-372'514	-32	3'200	-1.0%	
70'001 à 80'000	20'205	13'343	66.0%	-486'526	-36	4'026	-0.9%	
80'001 à 90'000	18'437	12'972	70.4%	-529'677	-41	4'799	-0.9%	
90'001 à 100'000	16'249	12'015	73.9%	-548'138	-46	5'571	-0.8%	
100'001 à 120'000	26'496	20'605	77.8%	-1'097'282	-53	6'754	-0.8%	
120'001 à 140'000	19'300	15'405	79.8%	-988'767	-64	8'417	-0.8%	
140'001 à 160'000	14'487	11'689	80.7%	-878'597	-75	10'269	-0.7%	
160'001 à 180'000	10'729	8'832	82.3%	-757'819	-86	12'092	-0.7%	
180'001 à 200'000	7'863	6'484	82.5%	-621'331	-96	13'995	-0.7%	
200'001 à 240'000	11'011	9'245	84.0%	-1'013'795	-110	17'103	-0.6%	
240'001 à 280'000	7'105	5'958	83.9%	-767'398	-129	21'542	-0.6%	
280'001 à 320'000	4'646	3'834	82.5%	-571'530	-149	26'125	-0.6%	
320'001 à 360'000	3'154	2'577	81.7%	-428'167	-166	30'794	-0.5%	
360'001 à 400'000	2'325	1'910	82.2%	-355'359	-186	35'921	-0.5%	
400'001 à 600'000	5'115	4'135	80.8%	-975'242	-236	48'503	-0.5%	
600'001 à 800'000	1'986	1'520	76.5%	-498'289	-328	75'590	-0.4%	
800'001 à 1'000'000	965	714	74.0%	-303'412	-425	103'426	-0.4%	
1'000'001 à 2'000'000	1'164	762	65.5%	-430'631	-565	161'222	-0.4%	
Plus de 2'000'000	552	256	46.4%	-196'334	-767	475'154	-0.2%	
Total	340'254	168'693	49.6%	-12'320'863	-73	11'921	-0.6%	

Source : Administration fiscale cantonale

Date de mise à jour des données : fin janvier 2025

Impact de la simulation

Contribuables sans impôt cantonal sur le revenu

Demande d'amendement au PL 13194

Année fiscale 2023

Impact de la simulation, par tranche de revenu brut

Ensemble des contribuables imposés selon le barème ordinaire

	Contribuables		Contribuables sans impôt cantonal sur le revenu			
	Effectif	Effectif	Situation actuelle		avec le Demande d'amendement au PL 13194	
			Effectif	En %	Effectif	En %
Ensemble des contribuables						
Sans revenu brut	24'852	24'852	100.0%	■	24'852	100.0%
1 à 10000	26'114	25'839	98.9%	■	25'839	98.9%
10'001 à 20000	19'179	17'828	93.0%	■	17'828	93.0%
20'001 à 30000	21'136	16'157	76.4%	▲	16'182	76.6%
30'001 à 40000	19'456	10'945	56.3%	▲	11'018	56.6%
40'001 à 50000	18'362	6'042	32.9%	▲	6'073	33.1%
50'001 à 60000	19'566	5'448	27.8%	▲	5'468	27.9%
60'001 à 70000	19'800	4'593	23.2%	▲	4'641	23.4%
70'001 à 80000	20'205	3'250	16.1%	▲	3'285	16.3%
80'001 à 90000	18'437	2'208	12.0%	▲	2'232	12.1%
90'001 à 100000	16'249	1'506	9.3%	▲	1'527	9.4%
100'001 à 120000	26'496	1'704	6.4%	▲	1'727	6.5%
120'001 à 140000	19'300	842	4.4%	▲	854	4.4%
140'001 à 160000	14'487	511	3.5%	▲	513	3.5%
160'001 à 180000	10'729	324	3.0%	▲	325	3.0%
180'001 à 200000	7'863	245	3.1%	■	245	3.1%
200'001 à 240000	11'011	318	2.9%	▲	319	2.9%
240'001 à 280000	7'105	198	2.8%	▲	201	2.8%
280'001 à 320000	4'646	121	2.6%	▲	123	2.6%
320'001 à 360000	3'154	106	3.4%	■	106	3.4%
360'001 à 400000	2'325	77	3.3%	■	77	3.3%
400'001 à 600000	5'115	160	3.1%	■	160	3.1%
600'001 à 800000	1'986	80	4.0%	▲	81	4.1%
800'001 à 1000000	965	42	4.4%	■	42	4.4%
1'000'001 à 2'000'000	1'164	63	5.4%	■	63	5.4%
Plus de 2'000'000	552	30	5.4%	▲	31	5.6%
Total	340'254	123'489	36.3%	▲	123'812	36.4%

Source : Administration fiscale cantonale

Date de mise à jour des données : fin janvier 2025

Impact de la simulation selon la composition familiale

Personnes seules

Demande d'amendement au PL 13194

Année fiscale 2023

Impact de la simulation, par tranche de revenu brut

	Contribuables	Contribuables dont l'impôt cantonal sur le revenu est modifié avec le PL 13194 amendé						
		Effectif	Effectif	En %	Impact en franc		Impôt initial, en franc	Variation, en %
					Total	Moyenne	Moyenne	Moyenne
Ensemble des contribuables								
Sans revenu brut	21'722	0	-	0	0	0	///	
1 à 10'000	23'340	0	-	0	0	0	///	
10'001 à 20'000	16'319	2	0.0%	-16	-8	24	-34.1%	
20'001 à 30'000	17'976	890	5.0%	-7'692	-9	219	-3.9%	
30'001 à 40'000	15'545	4'620	29.7%	-58'304	-13	584	-2.2%	
40'001 à 50'000	13'233	8'239	62.3%	-154'407	-19	1'193	-1.6%	
50'001 à 60'000	13'143	9'499	72.3%	-249'565	-26	2'301	-1.1%	
60'001 à 70'000	12'328	9'265	75.2%	-316'950	-34	3'684	-0.9%	
70'001 à 80'000	11'584	8'977	77.5%	-366'385	-41	5'223	-0.8%	
80'001 à 90'000	9'738	7'605	78.1%	-352'417	-46	6'677	-0.7%	
90'001 à 100'000	7'837	6'151	78.5%	-319'752	-52	8'167	-0.6%	
100'001 à 120'000	11'473	9'021	78.6%	-536'906	-60	10'115	-0.6%	
120'001 à 140'000	6'928	5'256	75.9%	-365'141	-69	12'892	-0.5%	
140'001 à 160'000	4'438	3'303	74.4%	-262'054	-79	15'627	-0.5%	
160'001 à 180'000	2'722	2'035	74.8%	-181'081	-89	17'952	-0.5%	
180'001 à 200'000	1'594	1'161	72.8%	-113'357	-98	20'456	-0.5%	
200'001 à 240'000	1'951	1'450	74.3%	-160'843	-111	23'996	-0.5%	
240'001 à 280'000	1'060	759	71.6%	-96'570	-127	29'055	-0.4%	
280'001 à 320'000	622	451	72.5%	-67'048	-149	33'857	-0.4%	
320'001 à 360'000	422	291	69.0%	-48'629	-167	39'105	-0.4%	
360'001 à 400'000	309	211	68.3%	-39'343	-186	46'315	-0.4%	
400'001 à 600'000	752	512	68.1%	-110'519	-216	55'768	-0.4%	
600'001 à 800'000	277	179	64.6%	-49'220	-275	86'030	-0.3%	
800'001 à 1'000'000	130	66	50.8%	-23'185	-351	106'209	-0.3%	
1'000'001 à 2'000'000	167	88	52.7%	-35'298	-401	172'985	-0.2%	
Plus de 2'000'000	88	19	21.6%	-13'133	-691	527'951	-0.1%	
Total	195'698	80'050	40.9%	-3'927'818	-49	8'207	-0.6%	

Source : Administration fiscale cantonale

Date de mise à jour des données : fin janvier 2025

Impact de la simulation selon la composition familiale

Familles monoparentales

Demande d'amendement au PL 13194

Année fiscale 2023

Impact de la simulation, par tranche de revenu brut

	Contribuables Effectif	Contribuables dont l'impôt cantonal sur le revenu est modifié avec le PL 13194 amendé					
		Impact en franc				Impôt initial, en franc	Variation, en %
		Effectif	En %	Total	Moyenne	Moyenne	Moyenne
Ensemble des contribuables							
Sans revenu brut	1'011	0	-	0	0	0	///
1 à 10'000	1'402	0	-	0	0	0	///
10'001 à 20'000	1'328	0	-	0	0	0	///
20'001 à 30'000	1'467	5	0.3%	- 41	- 8	82	-10.0%
30'001 à 40'000	1'912	95	5.0%	- 1'050	- 11	376	-2.9%
40'001 à 50'000	2'266	372	16.4%	- 6'255	- 17	791	-2.1%
50'001 à 60'000	2'851	761	26.7%	- 16'489	- 22	1'356	-1.6%
60'001 à 70'000	3'462	1'401	40.5%	- 36'391	- 26	1'694	-1.5%
70'001 à 80'000	4'100	2'303	56.2%	- 67'399	- 29	2'002	-1.5%
80'001 à 90'000	4'097	2'671	65.2%	- 91'045	- 34	2'502	-1.4%
90'001 à 100'000	3'722	2'685	72.1%	- 106'234	- 40	3'179	-1.2%
100'001 à 120'000	6'002	4'610	76.8%	- 226'731	- 49	4'535	-1.1%
120'001 à 140'000	3'949	3'091	78.3%	- 191'162	- 62	6'759	-0.9%
140'001 à 160'000	2'652	2'027	76.4%	- 147'541	- 73	9'030	-0.8%
160'001 à 180'000	1'680	1'315	78.3%	- 110'865	- 84	11'394	-0.7%
180'001 à 200'000	992	820	82.7%	- 77'033	- 94	13'881	-0.7%
200'001 à 240'000	1'165	958	82.2%	- 101'064	- 105	17'087	-0.6%
240'001 à 280'000	676	541	80.0%	- 68'468	- 127	22'562	-0.6%
280'001 à 320'000	430	339	78.8%	- 47'758	- 141	26'294	-0.5%
320'001 à 360'000	243	188	77.4%	- 30'777	- 164	32'872	-0.5%
360'001 à 400'000	186	149	80.1%	- 25'932	- 174	35'399	-0.5%
400'001 à 600'000	378	293	77.5%	- 61'989	- 212	49'966	-0.4%
600'001 à 800'000	162	112	69.1%	- 30'704	- 274	75'442	-0.4%
800'001 à 1'000'000	75	64	85.3%	- 23'093	- 361	110'444	-0.3%
1'000'001 à 2'000'000	74	39	52.7%	- 16'750	- 429	173'332	-0.2%
Plus de 2'000'000	32	14	43.8%	- 7'129	- 509	282'234	-0.2%
Total	46'314	24'853	53.7%	- 1'491'901	- 60	8'041	- 0.7%

Source : Administration fiscale cantonale

Date de mise à jour des données : fin janvier 2025

Impact de la simulation selon la composition familiale

Couples sans enfant

Demande d'amendement au PL 13194

Année fiscale 2023

Impact de la simulation, par tranche de revenu brut

	Contribuables		Contribuables dont l'impôt cantonal sur le revenu est modifié avec le PL 13194 amendé				
	Effectif	En %	Impact en franc		Impôt initial, en franc	Variation, en %	
			Total	Moyenne	Moyenne	Moyenne	
Ensemble des contribuables							
Sans revenu brut	1'358	0	-	0	0	0	///
1 à 10'000	791	0	-	0	0	0	///
10'001 à 20'000	995	0	-	0	0	0	///
20'001 à 30'000	1'167	5	0.4%	- 47	- 9	420	- 2.2%
30'001 à 40'000	1'443	18	1.2%	- 260	- 14	791	- 1.8%
40'001 à 50'000	2'105	44	2.1%	- 699	- 16	913	- 1.7%
50'001 à 60'000	2'519	273	10.8%	- 4'929	- 18	582	- 3.1%
60'001 à 70'000	2'641	874	33.1%	- 17'991	- 21	652	- 3.2%
70'001 à 80'000	2'916	1'799	61.7%	- 46'611	- 26	1'144	- 2.3%
80'001 à 90'000	2'815	2'142	76.1%	- 70'935	- 33	1'996	- 1.7%
90'001 à 100'000	2'689	2'196	81.7%	- 90'830	- 41	3'143	- 1.3%
100'001 à 120'000	5'006	4'221	84.3%	- 218'621	- 52	4'917	- 1.1%
120'001 à 140'000	4'132	3'567	86.3%	- 236'708	- 66	7'590	- 0.9%
140'001 à 160'000	3'331	2'891	86.8%	- 224'060	- 78	10'060	- 0.8%
160'001 à 180'000	2'614	2'288	87.5%	- 199'173	- 87	12'422	- 0.7%
180'001 à 200'000	2'057	1'766	85.9%	- 172'507	- 98	14'946	- 0.7%
200'001 à 240'000	2'803	2'427	86.6%	- 269'385	- 111	18'358	- 0.6%
240'001 à 280'000	1'666	1'439	86.4%	- 188'710	- 131	23'211	- 0.6%
280'001 à 320'000	1'045	870	83.3%	- 132'683	- 153	28'217	- 0.5%
320'001 à 360'000	694	583	84.0%	- 98'456	- 169	32'380	- 0.5%
360'001 à 400'000	502	415	82.7%	- 77'477	- 187	37'195	- 0.5%
400'001 à 600'000	1'039	849	81.7%	- 197'505	- 233	48'696	- 0.5%
600'001 à 800'000	452	349	77.2%	- 114'869	- 329	74'921	- 0.4%
800'001 à 1'000'000	228	168	73.7%	- 70'642	- 420	105'414	- 0.4%
1'000'001 à 2'000'000	266	165	62.0%	- 95'927	- 581	155'549	- 0.4%
Plus de 2'000'000	145	66	45.5%	- 59'667	- 904	452'050	- 0.2%
Total	47'419	29'415	62.0%	- 2'588'690	- 88	14'389	- 0.6%

Source : Administration fiscale cantonale

Date de mise à jour des données : fin janvier 2025

Impact de la simulation selon la composition familiale

Couples avec enfant(s)

Demande d'amendement au PL 13194

Année fiscale 2023

Impact de la simulation, par tranche de revenu brut

	Contribuables Effectif	Contribuables dont l'impôt cantonal sur le revenu est modifié avec le PL 13194 amendé					
				Impact en franc		Impôt initial, en franc	Variation, en %
		Effectif	En %	Total	Moyenne	Moyenne	Moyenne
Ensemble des contribuables							
Sans revenu brut	761	0	-	0	0	0	///
1 à 10'000	581	1	0.2%	-4	-4	910	-0.4%
10'001 à 20'000	537	0	-	0	0	0	///
20'001 à 30'000	526	0	-	0	0	0	///
30'001 à 40'000	556	2	0.4%	-16	-8	129	-6.2%
40'001 à 50'000	758	2	0.3%	-18	-9	485	-1.8%
50'001 à 60'000	1'053	14	1.3%	-267	-19	611	-3.1%
60'001 à 70'000	1'369	55	4.0%	-1'182	-21	486	-4.4%
70'001 à 80'000	1'605	264	16.4%	-6'131	-23	614	-3.8%
80'001 à 90'000	1'787	554	31.0%	-15'279	-28	940	-2.9%
90'001 à 100'000	2'001	983	49.1%	-31'323	-32	1'285	-2.5%
100'001 à 120'000	4'015	2'753	68.6%	-115'024	-42	2'275	-1.8%
120'001 à 140'000	4'291	3'491	81.4%	-195'755	-56	3'993	-1.4%
140'001 à 160'000	4'066	3'468	85.3%	-244'942	-71	6'065	-1.2%
160'001 à 180'000	3'713	3'194	86.0%	-266'700	-84	8'408	-1.0%
180'001 à 200'000	3'220	2'737	85.0%	-258'434	-94	10'674	-0.9%
200'001 à 240'000	5'092	4'410	86.6%	-482'502	-109	14'150	-0.8%
240'001 à 280'000	3'703	3'219	86.9%	-413'650	-129	18'853	-0.7%
280'001 à 320'000	2'549	2'174	85.3%	-324'041	-149	23'657	-0.6%
320'001 à 360'000	1'795	1'515	84.4%	-250'305	-165	28'329	-0.6%
360'001 à 400'000	1'328	1'135	85.5%	-212'607	-187	33'591	-0.6%
400'001 à 600'000	2'946	2'481	84.2%	-605'229	-244	46'764	-0.5%
600'001 à 800'000	1'095	880	80.4%	-303'496	-345	73'751	-0.5%
800'001 à 1'000'000	532	416	78.2%	-186'492	-448	101'101	-0.4%
1'000'001 à 2'000'000	657	470	71.5%	-282'655	-601	160'006	-0.4%
Plus de 2'000'000	287	157	54.7%	-116'404	-741	495'680	-0.1%
Total	50'823	34'375	67.6%	-4'312'454	-125	21'261	-0.6%

Source : Administration fiscale cantonale

Date de mise à jour des données : fin janvier 2025

Impact de la simulation selon la source de revenu

Salariés

Demande d'amendement au PL 13194

Année fiscale 2023

Impact de la simulation, par tranche de revenu brut

	Contribuables		Contribuables dont l'impôt cantonal sur le revenu est modifié avec le PL 13194 amendé				
	Effectif	Effectif	Impact en franc		Impôt initial, en franc	Variation, en %	
			En %	Total	Moyenne	Moyenne	Moyenne
Ensemble des contribuables							
Sans revenu brut	0	0	///	0	0	0	///
1 à 10'000	10'013	0	-	0	0	0	///
10'001 à 20'000	7'721	1	0.0%	- 8	- 8	14	- 54.3%
20'001 à 30'000	5'723	646	11.3%	- 5'463	- 8	199	- 4.3%
30'001 à 40'000	6'119	3'050	49.8%	- 37'542	- 12	666	- 1.8%
40'001 à 50'000	6'905	3'902	56.5%	- 75'531	- 19	1'622	- 1.2%
50'001 à 60'000	9'280	5'605	60.4%	- 145'375	- 26	2'615	- 1.0%
60'001 à 70'000	10'724	6'682	62.3%	- 212'151	- 32	3'540	- 0.9%
70'001 à 80'000	12'175	8'256	67.8%	- 299'152	- 36	4'350	- 0.8%
80'001 à 90'000	11'821	8'349	70.6%	- 338'562	- 41	5'061	- 0.8%
90'001 à 100'000	10'666	7'871	73.8%	- 353'816	- 45	5'746	- 0.8%
100'001 à 120'000	17'872	13'813	77.3%	- 727'618	- 53	6'918	- 0.8%
120'001 à 140'000	13'116	10'385	79.2%	- 656'020	- 63	8'421	- 0.8%
140'001 à 160'000	10'035	8'048	80.2%	- 598'688	- 74	10'245	- 0.7%
160'001 à 180'000	7'441	6'039	81.2%	- 516'835	- 86	11'986	- 0.7%
180'001 à 200'000	5'545	4'568	82.4%	- 437'702	- 96	13'805	- 0.7%
200'001 à 240'000	7'803	6'549	83.9%	- 719'759	- 110	17'008	- 0.6%
240'001 à 280'000	5'126	4'314	84.2%	- 557'197	- 129	21'558	- 0.6%
280'001 à 320'000	3'364	2'778	82.6%	- 415'847	- 150	26'260	- 0.6%
320'001 à 360'000	2'238	1'824	81.5%	- 301'069	- 165	30'742	- 0.5%
360'001 à 400'000	1'662	1'360	81.8%	- 252'225	- 185	35'979	- 0.5%
400'001 à 600'000	3'469	2'822	81.3%	- 675'267	- 239	49'383	- 0.5%
600'001 à 800'000	1'258	971	77.2%	- 320'164	- 330	76'670	- 0.4%
800'001 à 1'000'000	594	449	75.6%	- 196'217	- 437	106'218	- 0.4%
1'000'001 à 2'000'000	678	449	66.2%	- 256'804	- 572	167'578	- 0.3%
Plus de 2'000'000	325	158	48.6%	- 110'640	- 700	473'324	- 0.1%
Total	171'673	108'889	63.4%	- 8'209'651	- 75	12'535	- 0.6%

Source : Administration fiscale cantonale

Date de mise à jour des données : fin janvier 2025

Impact de la simulation selon la source de revenu

Indépendants

Demande d'amendement au PL 13194

Année fiscale 2023

Impact de la simulation, par tranche de revenu brut

	Contribuables	Contribuables dont l'impôt cantonal sur le revenu est modifié avec le PL 13194 amendé					
		Effectif	Impact en franc		Impôt initial, en franc	Variation, en %	
			Effectif	En %			Total
Ensemble des contribuables							
Sans revenu brut	104	0	-	0	0	0	///
1 à 10'000	665	0	-	0	0	0	///
10'001 à 20'000	1'050	0	-	0	0	0	///
20'001 à 30'000	1'927	143	7.4%	- 1'232	- 9	240	- 3.6%
30'001 à 40'000	1'606	465	29.0%	- 5'861	- 13	718	- 1.8%
40'001 à 50'000	1'402	467	33.3%	- 8'468	- 18	1'431	- 1.3%
50'001 à 60'000	1'246	432	34.7%	- 10'162	- 24	2'191	- 1.1%
60'001 à 70'000	1'207	488	40.4%	- 13'780	- 28	2'881	- 1.0%
70'001 à 80'000	1'057	489	46.3%	- 15'812	- 32	3'421	- 0.9%
80'001 à 90'000	920	483	52.5%	- 16'956	- 35	3'765	- 0.9%
90'001 à 100'000	794	469	59.1%	- 18'364	- 39	4'179	- 0.9%
100'001 à 120'000	1'402	989	70.5%	- 45'669	- 46	4'797	- 1.0%
120'001 à 140'000	1'153	867	75.2%	- 50'026	- 58	6'491	- 0.9%
140'001 à 160'000	950	729	76.7%	- 50'483	- 69	7'958	- 0.9%
160'001 à 180'000	821	685	83.4%	- 53'889	- 79	9'668	- 0.8%
180'001 à 200'000	587	477	81.3%	- 41'640	- 87	11'700	- 0.7%
200'001 à 240'000	962	811	84.3%	- 84'152	- 104	15'034	- 0.7%
240'001 à 280'000	672	578	86.0%	- 71'692	- 124	19'417	- 0.6%
280'001 à 320'000	445	380	85.4%	- 53'731	- 141	23'234	- 0.6%
320'001 à 360'000	318	270	84.9%	- 43'623	- 162	27'871	- 0.6%
360'001 à 400'000	250	219	87.6%	- 39'685	- 181	32'895	- 0.6%
400'001 à 600'000	620	540	87.1%	- 122'654	- 227	44'944	- 0.5%
600'001 à 800'000	277	225	81.2%	- 74'976	- 333	72'959	- 0.5%
800'001 à 1'000'000	130	103	79.2%	- 41'186	- 400	93'860	- 0.4%
1'000'001 à 2'000'000	159	117	73.6%	- 69'467	- 594	149'725	- 0.4%
Plus de 2'000'000	62	30	48.4%	- 21'156	- 705	468'536	- 0.2%
Total	20'786	10'456	50.3%	- 954'664	- 91	15'887	- 0.6%

Source : Administration fiscale cantonale

Date de mise à jour des données : fin janvier 2025

Impact de la simulation selon la source de revenu

Rentiers

Demande d'amendement au PL 13194

Année fiscale 2023

Impact de la simulation, par tranche de revenu brut

	Contribuables		Contribuables dont l'impôt cantonal sur le revenu est modifié avec le PL 13194 amendé				
	Effectif	Effectif	Impact en franc		Impôt initial, en franc	Variation, en %	
			En %	Total	Moyenne	Moyenne	Moyenne
Ensemble des contribuables							
Sans revenu brut	1	0	-	0	0	0	///
1 à 10'000	1'516	0	-	0	0	0	///
10'001 à 20'000	4761	1	0.0%	-8	-8	33	-25.2%
20'001 à 30'000	10'491	95	0.9%	-962	-10	308	-3.3%
30'001 à 40'000	9'656	1'185	12.3%	-15'788	-13	300	-4.4%
40'001 à 50'000	8'354	4'256	50.9%	-76'891	-18	735	-2.5%
50'001 à 60'000	7'661	4'472	58.4%	-114'851	-26	1'648	-1.6%
60'001 à 70'000	6'895	4'400	63.8%	-145'899	-33	2'720	-1.2%
70'001 à 80'000	6'170	4'576	74.2%	-170'992	-37	3'514	-1.1%
80'001 à 90'000	5'082	4'116	81.0%	-173'520	-42	4'397	-1.0%
90'001 à 100'000	4'337	3'648	84.1%	-174'924	-48	5'379	-0.9%
100'001 à 120'000	6'616	5'764	87.1%	-322'436	-56	6'713	-0.8%
120'001 à 140'000	4'617	4'125	89.3%	-281'359	-68	8'826	-0.8%
140'001 à 160'000	3'207	2'885	90.0%	-228'058	-79	10'958	-0.7%
160'001 à 180'000	2'286	2'085	91.2%	-185'267	-89	13'167	-0.7%
180'001 à 200'000	1'582	1'423	89.9%	-140'881	-99	15'429	-0.6%
200'001 à 240'000	2'053	1'861	90.6%	-207'650	-112	18'333	-0.6%
240'001 à 280'000	1'171	1'049	89.6%	-136'703	-130	22'693	-0.6%
280'001 à 320'000	756	664	87.8%	-100'272	-151	27'177	-0.6%
320'001 à 360'000	528	473	89.6%	-82'543	-175	32'835	-0.5%
360'001 à 400'000	366	320	87.4%	-61'840	-193	38'119	-0.5%
400'001 à 600'000	853	740	86.8%	-170'768	-231	47'933	-0.5%
600'001 à 800'000	356	308	86.5%	-98'540	-320	74'432	-0.4%
800'001 à 1'000'000	179	153	85.5%	-63'521	-415	102'621	-0.4%
1'000'001 à 2'000'000	232	185	79.7%	-101'221	-547	157'284	-0.3%
Plus de 2'000'000	119	66	55.5%	-62'600	-948	487'519	-0.2%
Total	89'845	48'850	54.4%	-3'117'494	-64	9'659	-0.7%

Source : Administration fiscale cantonale

Date de mise à jour des données : fin janvier 2025

Impact de la simulation selon la source de revenu

Autres

Demande d'amendement au PL 13194

Année fiscale 2023

Impact de la simulation, par tranche de revenu brut

	Contribuables	Contribuables dont l'impôt cantonal sur le revenu est modifié avec le PL 13194 amendé						
		Effectif	Effectif	En %	Impact en franc		Impôt initial, en franc	Variation, en %
					Total	Moyenne	Moyenne	Moyenne
Ensemble des contribuables								
Sans revenu brut	24'747	0	-	0	0	0	///	
1 à 10'000	13'920	1	0.0%	-4	-4	910	-0.4%	
10'001 à 20'000	5'647	0	-	0	0	0	///	
20'001 à 30'000	2'995	16	0.5%	-123	-8	357	-2.2%	
30'001 à 40'000	2'075	35	1.7%	-439	-13	744	-1.7%	
40'001 à 50'000	1'701	32	1.9%	-490	-15	1'135	-1.3%	
50'001 à 60'000	1'379	38	2.8%	-862	-23	2'244	-1.0%	
60'001 à 70'000	974	25	2.6%	-684	-27	2'879	-1.0%	
70'001 à 80'000	803	22	2.7%	-570	-26	2'413	-1.1%	
80'001 à 90'000	614	24	3.9%	-639	-27	3'372	-0.8%	
90'001 à 100'000	452	27	6.0%	-1'035	-38	4'519	-0.8%	
100'001 à 120'000	606	39	6.4%	-1'558	-40	4'616	-0.9%	
120'001 à 140'000	414	28	6.8%	-1'362	-49	6'499	-0.7%	
140'001 à 160'000	295	27	9.2%	-1'368	-51	6'157	-0.8%	
160'001 à 180'000	181	23	12.7%	-1'828	-79	14'367	-0.6%	
180'001 à 200'000	149	16	10.7%	-1'108	-69	8'984	-0.8%	
200'001 à 240'000	193	24	12.4%	-2'234	-93	17'605	-0.5%	
240'001 à 280'000	136	17	12.5%	-1'806	-106	18'696	-0.6%	
280'001 à 320'000	81	12	14.8%	-1'680	-140	28'100	-0.5%	
320'001 à 360'000	70	10	14.3%	-932	-93	22'613	-0.4%	
360'001 à 400'000	47	11	23.4%	-1'608	-146	25'038	-0.6%	
400'001 à 600'000	173	33	19.1%	-6'552	-199	44'206	-0.4%	
600'001 à 800'000	95	16	16.8%	-4'609	-288	69'364	-0.4%	
800'001 à 1'000'000	62	9	14.5%	-2'488	-276	87'266	-0.3%	
1'000'001 à 2'000'000	95	11	11.6%	-3'140	-285	90'309	-0.3%	
Plus de 2'000'000	46	2	4.3%	-1'938	-969	310'922	-0.3%	
Total	57'950	498	0.9%	-39'055	-78	16'130	-0.5%	

Source : Administration fiscale cantonale

Date de mise à jour des données : fin janvier 2025

Impact de la simulation selon le type de barème

Sans splitting

Demande d'amendement au PL 13194

Année fiscale 2023

Impact de la simulation, par tranche de revenu brut

	Contribuables	Contribuables dont l'impôt cantonal sur le revenu est modifié avec le PL 13194 amendé					
		Effectif	Impact en franc		Impôt initial, en franc	Variation, en %	
			Effectif	En %	Total	Moyenne	Moyenne
Ensemble des contribuables							
Sans revenu brut	22'106	0	-	0	0	0	///
1 à 10'000	23'903	0	-	0	0	0	///
10'001 à 20'000	16'828	2	0.0%	- 16	- 8	24	- 34.1%
20'001 à 30'000	18'688	900	4.8%	- 7'780	- 9	220	- 3.9%
30'001 à 40'000	16'343	4'734	29.0%	- 59'580	- 13	579	- 2.2%
40'001 à 50'000	14'167	8'634	60.9%	- 161'050	- 19	1'176	- 1.6%
50'001 à 60'000	14'268	10'233	71.7%	- 265'705	- 26	2'241	- 1.2%
60'001 à 70'000	13'641	10'194	74.7%	- 344'006	- 34	3'568	- 0.9%
70'001 à 80'000	12'983	10'032	77.3%	- 403'399	- 40	5'036	- 0.8%
80'001 à 90'000	10'952	8'523	77.8%	- 391'358	- 46	6'467	- 0.7%
90'001 à 100'000	8'779	6'884	78.4%	- 354'246	- 51	7'932	- 0.6%
100'001 à 120'000	12'894	10'125	78.5%	- 598'255	- 59	9'879	- 0.6%
120'001 à 140'000	7'846	5'977	76.2%	- 413'449	- 69	12'620	- 0.5%
140'001 à 160'000	5'029	3'747	74.5%	- 295'604	- 79	15'319	- 0.5%
160'001 à 180'000	3'067	2'298	74.9%	- 203'403	- 89	17'663	- 0.5%
180'001 à 200'000	1'791	1'326	74.0%	- 129'203	- 97	20'210	- 0.5%
200'001 à 240'000	2'181	1'631	74.8%	- 179'699	- 110	23'688	- 0.5%
240'001 à 280'000	1'177	849	72.1%	- 107'805	- 127	28'903	- 0.4%
280'001 à 320'000	697	506	72.6%	- 74'728	- 148	33'654	- 0.4%
320'001 à 360'000	443	304	68.6%	- 50'767	- 167	39'020	- 0.4%
360'001 à 400'000	344	235	68.3%	- 43'543	- 185	45'787	- 0.4%
400'001 à 600'000	817	560	68.5%	- 120'567	- 215	55'627	- 0.4%
600'001 à 800'000	297	192	64.6%	- 52'420	- 273	87'136	- 0.3%
800'001 à 1'000'000	137	71	51.8%	- 23'734	- 334	105'076	- 0.3%
1'000'001 à 2'000'000	178	95	53.4%	- 36'856	- 388	167'824	- 0.2%
Plus de 2'000'000	92	21	22.8%	- 15'333	- 730	523'791	- 0.1%
Total	209'648	88'073	42.0%	- 4'332'507	- 49	8'152	- 0.6%

Source : Administration fiscale cantonale

Date de mise à jour des données : fin janvier 2025

Impact de la simulation selon le type de barème

Avec splitting

Demande d'amendement au PL 13194

Année fiscale 2023

Impact de la simulation, par tranche de revenu brut

	Contribuables	Contribuables dont l'impôt cantonal sur le revenu est modifié avec le PL 13194 amendé					
		Effectif	Impact en franc		Impôt initial, en franc	Variation, en %	
			Effectif	En %	Total	Moyenne	Moyenne
Ensemble des contribuables							
Sans revenu brut	2746	0	-	0	0	0	///
1 à 10'000	2211	1	0.0%	-4	-4	910	-0.4%
10'001 à 20'000	2'351	0	-	0	0	0	///
20'001 à 30'000	2'448	0	-	0	0	0	///
30'001 à 40'000	3'113	1	0.0%	-49	-49	5'053	-1.0%
40'001 à 50'000	4'195	23	0.5%	-328	-14	374	-3.8%
50'001 à 60'000	5'298	314	5.9%	-5'545	-18	393	-4.5%
60'001 à 70'000	6'159	1'401	22.7%	-28'508	-20	520	-3.9%
70'001 à 80'000	7'222	3'311	45.8%	-83'128	-25	964	-2.6%
80'001 à 90'000	7'485	4'449	59.4%	-138'319	-31	1'604	-1.9%
90'001 à 100'000	7'470	5'131	68.7%	-193'892	-38	2'403	-1.6%
100'001 à 120'000	13'602	10'480	77.0%	-499'027	-48	3'735	-1.3%
120'001 à 140'000	11'454	9'428	82.3%	-575'318	-61	5'752	-1.1%
140'001 à 160'000	9'458	7'942	84.0%	-582'993	-73	7'887	-0.9%
160'001 à 180'000	7'662	6'534	85.3%	-554'416	-85	10'132	-0.8%
180'001 à 200'000	6'072	5'158	84.9%	-492'128	-95	12'397	-0.8%
200'001 à 240'000	8'830	7'614	86.2%	-834'095	-110	15'693	-0.7%
240'001 à 280'000	5'928	5'109	86.2%	-659'593	-129	20'319	-0.6%
280'001 à 320'000	3'949	3'328	84.3%	-496'802	-149	24'980	-0.6%
320'001 à 360'000	2'711	2'273	83.8%	-377'399	-166	29'693	-0.6%
360'001 à 400'000	1'981	1'675	84.6%	-311'816	-186	34'537	-0.5%
400'001 à 600'000	4'298	3'575	83.2%	-854'675	-239	47'387	-0.5%
600'001 à 800'000	1'689	1'328	78.6%	-445'869	-336	73'921	-0.5%
800'001 à 1'000'000	828	643	77.7%	-279'678	-435	103'244	-0.4%
1'000'001 à 2'000'000	986	667	67.6%	-393'775	-590	160'282	-0.4%
Plus de 2'000'000	460	235	51.1%	-181'001	-770	470'808	-0.2%
Total	130'606	80'620	61.7%	-7'988'356	-99	16'038	-0.6%

Source : Administration fiscale cantonale

Date de mise à jour des données : fin janvier 2025

Date de dépôt : 27 mai 2025

RAPPORT DE LA MINORITÉ

Rapport de Julien Nicolet-dit-Félix

Le projet de loi 13194 part a priori d'une bonne intention, puisqu'il propose de permettre la déduction (presque) totale des frais médicaux de sa déclaration d'impôt, dans un contexte où l'augmentation des coûts de la santé pèse sur les finances des ménages, en particulier des ménages les plus modestes.

Cependant, un examen attentif des effets de cette mesure, consistant à supprimer la franchise sur cette déduction (déterminée par un taux du revenu imposable), montre à l'évidence qu'elle serait complètement contre-productive, puisqu'elle n'aurait **aucun impact sur les foyers les plus modestes** tout en offrant des **cadeaux fiscaux absolument indus aux contribuables les plus aisés**, tout en étant de surcroît **non conforme au droit fédéral**.

Ce rapport en fera la démonstration en présentant les aspects les plus problématiques de ce PL.

Une conformité douteuse au droit fédéral

Le droit actuel prévoit une franchise de 0,5% du revenu imposable au-delà de laquelle les frais médicaux sont déductibles. C'est cette franchise que la version originale du projet de loi voulait purement et simplement supprimer.

Or, il apparaît clairement que le droit fédéral (LHID, art. 9, al. 2, lettre h)¹ dispose que les cantons doivent impérativement prévoir une franchise à la déduction des frais médicaux. Le département des finances a confirmé, lors de son audition du 12 septembre 2023, qu'il était donc impossible à notre canton de la supprimer dans notre législation et que, par ailleurs, plusieurs cantons avaient fixé un seuil nettement plus élevé (2% pour Saint-Gall, Glaris et Valais).

L'amendement proposé, et voté par la majorité de la commission, fixe ce seuil à 0,1%, alors qu'un député (PLR) avait même suggéré 0,005%. Il apparaît

¹ https://www.fedlex.admin.ch/eli/cc/1991/1256_1256_1256/fr#art_9

donc clairement que l'intention est de détourner le sens de la LHID en proposant une franchise quasi nulle.

Lors des débats sur la fixation de ce seuil, en 2002, à 1%, puis ceux qui avaient conduit notre parlement à l'abaisser à 0,5% en 2010, dans le cadre d'une importante réforme fiscale, la question du plancher en deçà duquel le droit fédéral ne serait plus respecté a été évoquée pour maintenir un taux significatif.

Il est absolument clair que le taux de 0,1%, proposé et retenu par la commission, est insignifiant et augure d'une instabilité fiscale dommageable en cas – probable – de recours devant les tribunaux.

Les déductions sont antisociales et le mécanisme de la franchise renforce cet effet

Sur le fond, la tare principale que ce projet présente, c'est que le mécanisme qu'il propose avantage doublement les contribuables les plus aisés.

Tout d'abord, le fait même de proposer une déduction profite plus aux plus riches. En effet, la progressivité de notre fiscalité fait qu'une déduction équivalente débouchera sur une baisse de la facture fiscale nettement plus importante pour les hauts revenus. Le cas le plus net étant évidemment le gros tiers de contribuables n'atteignant pas le seuil d'assujettissement à l'impôt sur le revenu, pour qui la déduction n'a évidemment aucun effet.

Le deuxième effet, c'est bien évidemment le mode de calcul de cette franchise, directement proportionnelle au revenu. Cette disposition prend tout son sens si l'on considère que les plus hauts revenus ont la capacité de prendre en charge une partie de leurs frais de santé, par ailleurs souvent plus élevés à affections équivalentes. **Supprimer cette franchise, ou la réduire à une part insignifiante du revenu, favorisera mécaniquement les plus riches.**

Le tableau de ventilation des gains fiscaux calculé par le DF est absolument sans surprise, puisqu'il prévoit des gains d'en moyenne 1000 francs pour les revenus supérieurs à 2 millions de francs, alors qu'il faut atteindre 180 000 francs de revenus pour bénéficier d'un gain de 100 francs, soit moins de 30 centimes par jour, ce qui est complètement dérisoire.

Des effets hasardeux sur les ressources de l'Etat

Compte tenu du délai entre le dépôt et le vote sur ce PL, les services du DF ont produit deux estimations des pertes fiscales pour l'Etat, basées sur les années 2021 et 2023.

Dans les deux cas, le manque à gagner avoisine les 15 millions de francs, ce qui est un montant considérable, en particulier dans un contexte où la baisse massive de l'imposition sur les personnes physiques votée en novembre 2024 fait peser une menace importante sur les recettes de notre canton.

Qui plus est, s'il faut souligner la précision et la diligence des informations produites par le DF, qui font des envieux dans d'autres cantons, il faut reconnaître que la base de calcul de ces estimations est nécessairement déficiente, puisqu'elle ne peut pas prendre en compte les contribuables qui ne déclarent aucuns frais médicaux, sachant qu'ils sont inférieurs à la franchise.

En effet, dès lors qu'on bénéficie de revenus relativement importants et d'une bonne santé, la franchise à 0,5% incite à ne pas prendre le temps de mentionner ses quelques factures médicales dans sa déclaration.

Dès lors, il est quasi certain que les effets réels de la suppression (ou la division par 5) de la franchise seront supérieurs – mais de combien ? – à l'estimation du DF.

Un argument vraiment scandaleux (ou Robin des Bois à l'envers...)

Au moment des prises de position, un commissaire UDC a jugé bon de présenter ce texte comme une forme de compensation à la hausse de la franchise minimale décidée par les Chambres fédérales². Il convient tout d'abord de rappeler que cette hausse de la franchise est une proposition qui émane de l'UDC fédérale et qu'il est pour le moins cocasse que l'UDC genevoise présente son projet comme une réparation d'une décision proposée par sa maison-mère à Berne.

Mais surtout, il apparaît que la hausse de la franchise va déployer ses néfastes effets sur le budget des Suisses qui cumulent précarité économique et santé fragile, alors que le PL ici débattu bénéficie essentiellement aux contribuables les plus aisés, en particulier ceux qui de surcroît sont en bonne santé.

L'argument présenté est donc absolument irrecevable et tout à fait éclairant quant à la conception de la politique sociale promue par l'UDC.

En conclusion

Pour toutes ces raisons, la minorité vous invite, Mesdames les députées, Messieurs les députés, à refuser cette loi, y compris l'amendement proposé par l'UDC.

² <https://www.swissinfo.ch/fre/primes-maladie%3a-la-franchise-minimale-va-augmenter-en-suisse>